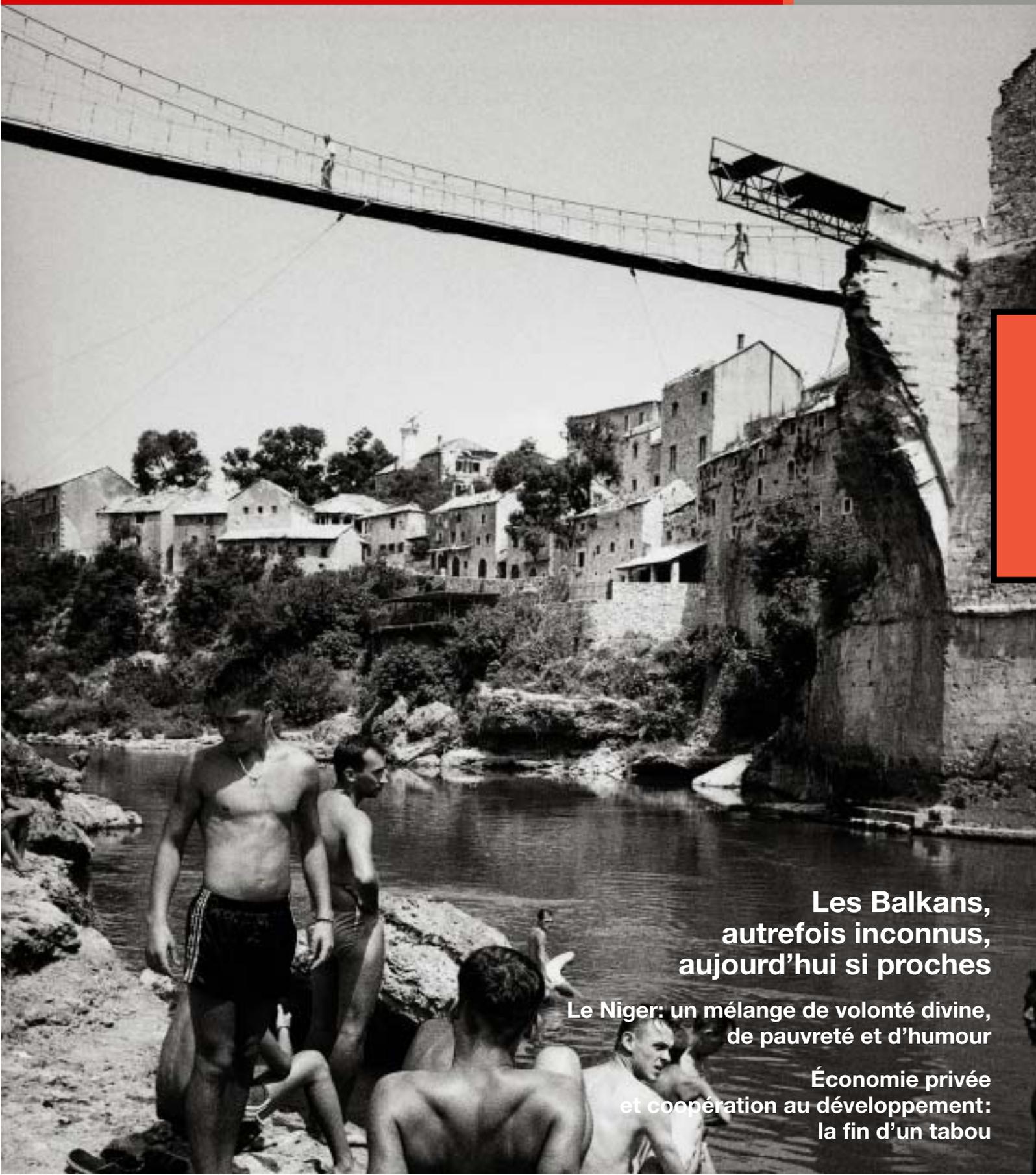


Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 4
DÉCEMBRE 2000
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



**Les Balkans,
autrefois inconnus,
aujourd'hui si proches**

**Le Niger: un mélange de volonté divine,
de pauvreté et d'humour**

**Économie privée
et coopération au développement:
la fin d'un tabou**

DOSSIER



BALKANS

Ces guerres qui nous rapprochent

La guerre et les réfugiés nous ont fait brusquement découvrir les Balkans ces dernières années. La Suisse s'est prise de sympathie pour ces nouveaux voisins

6

«Les Balkans doivent réintégrer l'Europe»

Interview de l'Autrichien Wolfgang Petritsch, Haut Représentant de la communauté internationale en Bosnie

12

Crépitement de truelles au Kosovo

On reconstruit tout et partout au Kosovo, avec une collaboration énergique de la Suisse

14

Aider l'Afghanistan malgré les talibans

La Suisse préside cette année le groupe des pays donateurs, qui se préoccupe surtout de la situation des femmes

24

FORUM



L'économie privée découvre les pauvres

Économie privée et coopération: trois spécialistes évoquent les limites et les potentiels d'une collaboration

26

Carte blanche

Le Congolais Louis Mombu, qui vit depuis des années en Suisse, est l'organisateur principal du «Festival Integration», à Zurich

29

Sommaire

HORIZONS



NIGER

Une longue marche pour quelques patates

Toute la difficulté de survivre dans ce pays qui occupe l'avant-dernier rang au classement de la pauvreté

16

Une drogue douce dans la calebasse

Le journaliste nigérien Ibbo Daddy Abdoulaye révèle des secrets culinaires

20

DDC

Opinion DDC

Quel comportement faut-il adopter à l'égard des gouvernements qui violent les droits de l'homme?

21

Débuts de rêves dans un bidonville

En Colombie, deux millions de personnes déplacées vivent dans des conditions misérables

22

CULTURE



Pinocchio met son nez dans les scripts

Un programme de formation destiné aux scénaristes africains

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce qu'un fonds de contrepartie?	25
Service	33
Agenda	35
Impressum et bulletin de commande	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Allez voir un match de football!

Il y a trois ans, lors d'une conférence internationale, Thabo Mbeki, l'actuel président sud-africain, a invité les pays donateurs à opposer une image positive de l'Afrique aux habituels clichés misérabilistes.

Accédant au vœu de M. Mbeki, nous avons fait de «l'autre Afrique» le slogan de notre campagne annuelle et avons soutenu divers événements culturels en rapport avec ce continent. L'exposition *South meets West*, à Berne, a remporté un succès dépassant largement les frontières de la Suisse. Les œuvres d'artistes contemporains de divers pays africains y étaient présentées pour la première fois en Europe. L'exposition a rompu avec de nombreux clichés sur l'art africain. Dans la rubrique «Carte blanche» du présent numéro, le Congolais Louis Mombu, organisateur du «Festival Intégration», raconte pour sa part comment il vit les réalités suisses.

Lors de la conférence annuelle de la DDC, à fin août, l'écrivain mozambicain Mia Couto a aussi démontré à quel point les échanges culturels peuvent favoriser la compréhension entre différents mondes. La lecture qu'il a donnée de son roman *La vérande au frangipanier* et la discussion qui a suivi ont permis au public de s'imprégner de la culture du Mozambique, hôte d'honneur de la conférence. Un double concert a ensuite réuni sur scène le groupe mozambicain Mabulu et la formation bernoise The Shoppers. Une manière de prouver que la musique peut établir des ponts. Ravis par cette partie du programme, nombre d'habitues de la conférence annuelle ont dansé avec enthousiasme.

Des affiches ont été placardées cet été pour attirer l'attention du public sur «l'autre Afrique» et sur le site Internet www.africanow.ch. Cette action, qui a duré deux semaines, a également rencontré un écho des plus favorables. Nous avons reçu nombre de réactions, venues de Suisse et d'ailleurs, ainsi que des messages signalant l'existence d'autres sites consacrés à l'Afrique. Enfin, et c'est le clou de la campagne, le CD *Urban Africa Now*, qui réunit 17 morceaux de groupes africains connus et inconnus, semble promis à un beau succès. Les médias l'ont très bien accueilli et les ventes montrent que le public partage leur avis.

«L'autre Afrique» existe. Pour vous en convaincre, visitez www.africanow.ch, assistez à une manifestation culturelle africaine ou allez voir un match de football!

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Sill Pictures

Une odeur de café bio sur les Andes

(bf) Pour compenser les pertes dramatiques dues à l'effondrement des volumes de vente, les planteurs de café péruviens misent désormais sur une nouvelle source de revenus, la culture biologique. Depuis la dénonciation de l'Accord international sur le café, en 1989, les prix n'ont cessé de jouer au yo-yo. Cette situation a conduit notamment à la fondation d'organismes de commerce équitable. Cecovasa, coopérative de cultivateurs des vallées de Sandia, sur les contreforts orientaux des Andes péruviennes, est devenue un de leurs fournisseurs. «De 4 pour cent en 1995, la part de nos ventes aux organismes de commerce équitable est aujourd'hui montée à 12 pour cent et nous pensons que l'augmentation se poursuivra», explique Teodoro Paco, président de Cecovasa. Écologique et de qualité supérieure, le café biologique est en outre plus rentable pour les agriculteurs. Un sac de 100 kilos leur rapporte 15 dollars de plus que le café ordinaire. Conséquence logique: de nombreux agriculteurs organisés en coopérative envisagent de se convertir à la production biologique, avec l'aide d'ingénieurs agronomes qualifiés.

Le neem retrouve sa liberté

(bf) Le *neem*, un arbre originaire du sous-continent indien, vient de remporter une victoire décisive à l'échelle mondiale. Une entreprise américaine l'avait fait breveter pour s'en approprier les innombrables propriétés. Or, dans la société indienne, le *neem* joue un rôle très important depuis des millénaires: ses feuilles et son écorce interviennent dans la fabrication de vêtements, d'aliments et d'habitations; ses branches servent de brosses à dents; des médicaments naturels sont tirés de ses diverses parties; de plus, on lui prête des forces spirituelles. Devant les protestations de plusieurs organisations internationales de recherche et de développement, qui considéraient le *neem* comme un bien commun de l'humanité, l'Office



Sill Pictures

européen des brevets vient de révoquer le brevet n° 436257 déposé quelques années auparavant. «C'est un grand jour pour tous ceux qui ont mené ce combat. Ils ont retrouvé le contrôle de leurs ressources et de leurs connaissances traditionnelles», a commenté la scientifique Vandana Shiva, de l'Institut de recherche pour la science, la technologie et l'écologie, à Delhi.

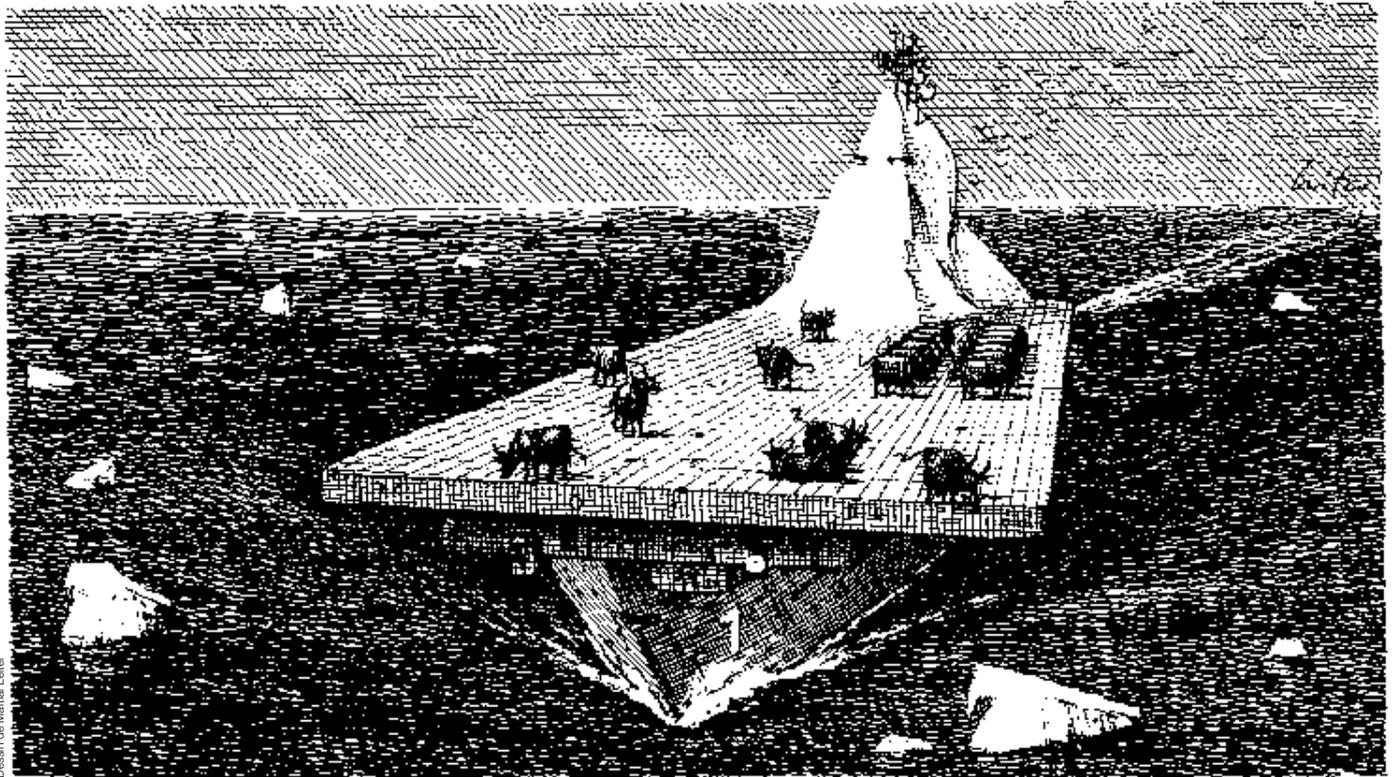
Breveter le goût du cacao

(bf) Son goût unique, le cacao du Ghana le doit à un processus spécial de fermentation et de séchage, qui en fait une denrée très demandée dans le monde entier. Les laboratoires de recherche de diverses multinationales cherchent depuis long-



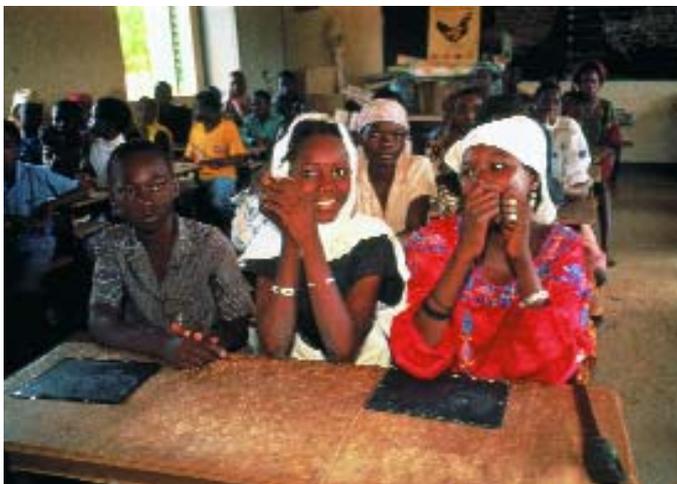
Marc Riboud / Magnum photos

temps à reproduire cette saveur. Et voilà qu'ils ont trouvé le filon, réussissant à isoler la protéine à l'origine de cet arôme caractéristique. Un brevet biotechnologique a été annoncé. Les producteurs ghanéens sont très inquiets, car les protéines faisant l'objet du brevet pourraient aisément être introduites dans des variétés de cacao de moindre qualité. Las de vendre son cacao aux multinationales pour leur racheter ensuite les produits finis, le Ghana s'est d'ailleurs lancé dans la transformation. Il a commencé d'exporter des produits finis, sous sa propre marque, vers les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les premiers résultats sont encourageants.



Dessin de Martial Leffler

Swiss cow



Sill Pictures

La dette extérieure du Ghana se monte à dix milliards de francs. Et les exportations de cacao rapportent un milliard par année, juste assez pour payer les intérêts annuels.

Marraines et filleules béninoises

(jls) Dans certaines régions du Bénin, beaucoup de fillettes abandonnent très tôt leur scolarité. Les parents préfèrent

qu'elles les aident dans les travaux ménagers ou agricoles. Certains, comme ce notable de Kpèkpè, craignent le pire: «C'est une perte de temps et d'argent que d'envoyer une fille à l'école. Il y a aussi le risque qu'elle tombe enceinte des œuvres d'un enseignant.» Un système dénommé «fille pour fille» a été mis en place il y a quatre ans dans le sud du pays pour encourager le main-

tien des filles à l'école. On choisit des «marraines» parmi les élèves plus âgées et on leur confie jusqu'à trois fillettes. Elles conduisent leurs «filleules» à l'école et les ramènent le soir à la maison. Elles les encadrent, les surveillent pendant la récréation, les protègent. Cette expérience est une réussite. Les parents, rassurés, ne retirent pratiquement plus leurs fillettes de l'école.

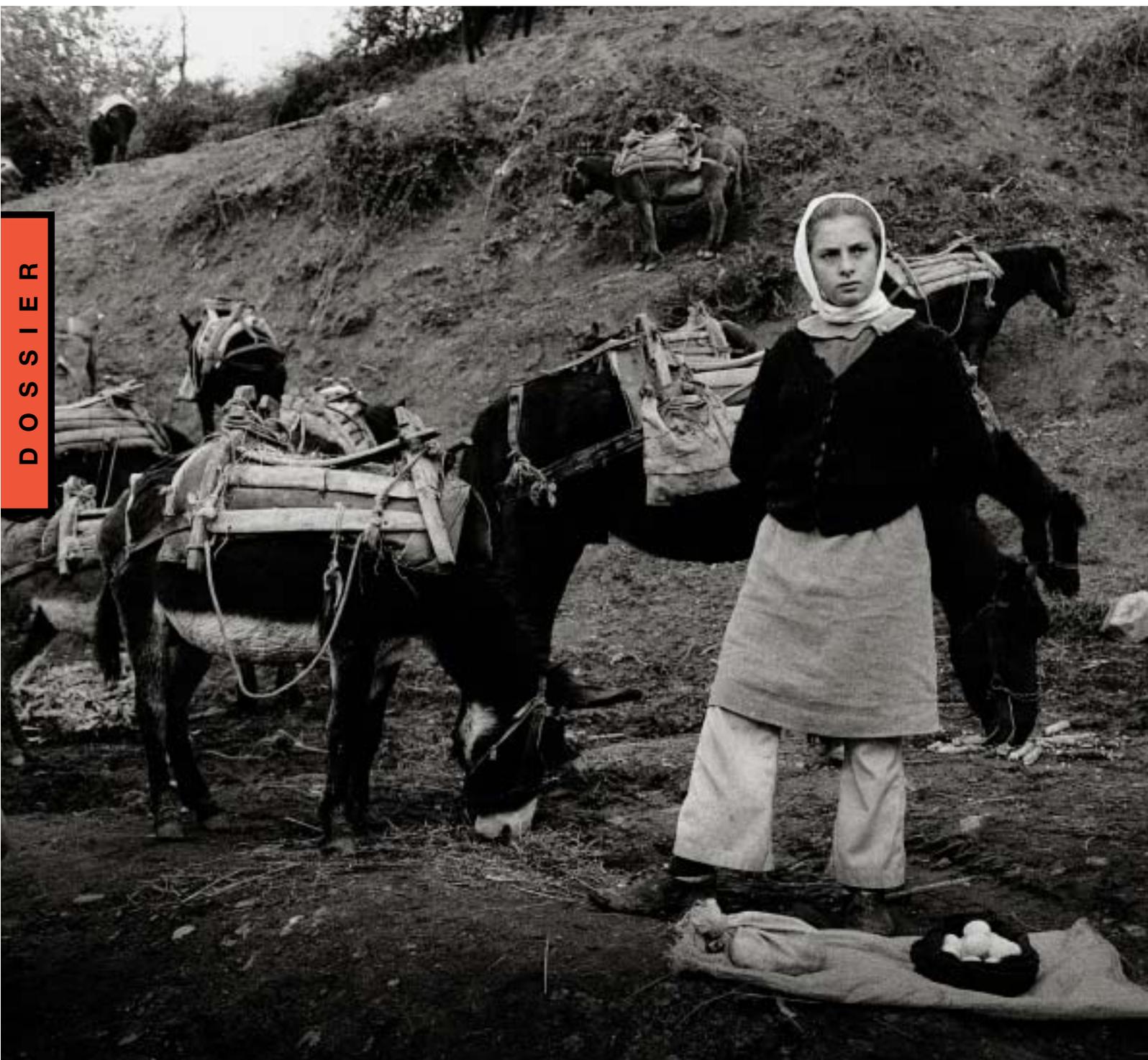
Le Viêt-nam se coréanise

(jls) Des séries télévisées coréennes font fureur au Viêt-nam. Contrairement aux films hollywoodiens, elles sont en parfaite conformité avec la morale vietnamienne. Les jeunes s'identifient aux héros de ces feuilletons et font tout pour leur ressembler, imitant leur coupe de cheveux, la teinte d'un rouge à lèvres ou encore telle façon de porter la chemise. Sponsorisés par de grandes marques coréennes, ces films sont précédés et suivis de publi-

cités pour des produits de beauté, du matériel électronique, des automobiles, de la literie... *made in Korea*. Résultat: les importations de produits sud-coréens ont augmenté de 20 pour cent l'an dernier et ces sociétés ont vu leur chiffre d'affaires gonfler. D'ingénieurs Vietnamiens ont également tiré profit du phénomène, par exemple en faisant enregistrer en vietnamien les chansons des films ou en imprimant les portraits des acteurs sur des T-shirts.

Ces guerres qui nous

Terre inconnue et lointaine il y a encore quelques années, les Balkans nous sont aujourd'hui beaucoup plus familiers. En un rien de temps, les guerres et l'afflux de réfugiés ont entraîné un changement de perception et d'attitude. Des décennies d'immigration en provenance de l'ex-Yougoslavie n'y étaient pas parvenues. Par Andres Wysling*.



DOSSIER

rapprochent

L'Europe du Sud-Est est de plus en plus proche. L'image des Balkans et de leurs habitants est en train de changer. Les « Yougos » si mal aimés, souvent décrits dans les médias comme des trafiquants de drogue prompts à dégainer, sont soudain devenus des êtres humains dont le destin éveille la sympathie. L'intérêt que les Suisses portent à ces voisins récemment découverts a été démontré notamment par le succès des collectes destinées à

soutenir les réfugiés de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo ainsi que la reconstruction de leur patrie. Cet engagement est motivé par deux sentiments: d'une part, la sympathie avec les populations déplacées et de l'autre, la peur de la « surpopulation étrangère ».

L'intérêt du public constitue une bonne base pour la politique active de la Suisse dans cette région. Une politique dont l'objectif avoué est d'accélérer le retour des réfugiés installés en Suisse et d'éviter de nouvelles arrivées. Personne n'y trouve rien à redire, ni la droite isolationniste, qui aimerait voir baisser le nombre d'étrangers en Suisse, ni la gauche, certes plus ouverte sur le monde, mais soucieuse d'éviter un durcissement du débat sur l'asile et une nouvelle flambée xénophobe. La politique extérieure de la Suisse dans les Balkans repose donc sur un certain consensus de base, aussi inconfortable soit-il.

Dans l'ombre des grandes puissances

L'engagement dans les Balkans coûte cher. Dans le domaine civil et par rapport au nombre de ses habitants, la Suisse compte parmi les principaux donateurs d'aide humanitaire et d'aide à la reconstruction: elle a investi plus de 250 millions de francs sur cinq ans en Bosnie et presque 120 millions en une seule année au Kosovo. Ces chiffres ne représentent que l'aide fédérale, à laquelle viennent s'ajouter les dons privés. Mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan de l'aide internationale. Le programme de reconstruction civile (sans l'aide humanitaire) a coûté à lui seul 5 milliards de dollars en Bosnie et on prévoit que son coût atteindra 2 milliards au Kosovo. La majeure partie de cette aide provient de l'Union européenne – qui est en quelque sorte le trésorier des Balkans – et des États-Unis. L'OTAN consacre en outre des sommes énormes à l'entretien des troupes stationnées sur place.

En comparaison, l'engagement suisse dans les zones en crise des Balkans n'est pas déterminant financièrement et il est insignifiant sur le plan militaire. De fait, l'avis politique de Berne ne pèse pas lourd dans la balance. On a parfois l'impression que les Suisses sont juste bons à envoyer de l'argent et à fournir le cas échéant des bons offices diplomatiques, mais qu'ils n'ont rien à dire. Ce statut d'*outsider*, la Suisse ne le doit pas seulement à sa petite taille, elle l'a aussi choisi en restant à l'écart de l'ONU, de l'Union européenne et de l'OTAN. Il ne la dégage que partiellement de sa coresponsabilité pour tout ce que la « communauté internationale » fait ou néglige de faire dans les Balkans. Qu'elle le veuille ou non, la Suisse est mêlée à la politique des grandes puissances, notamment à



Andreas Schweiger / Lookat

Albanie 1993



Tomas Mascionico / Contact / L'orient

Macédoine 1988

Plus jamais de thé avec eux

Un vieil Albanais chassé de Pristina raconte: «Je ne veux plus rien avoir à faire avec les Serbes. Tout est de leur faute. Bien sûr, il y en a parmi eux qui n'ont rien fait. Ceux-là peuvent rester. Mais avec eux non plus, je ne veux plus rien avoir à faire. Plus question que nous prenions le thé ensemble, comme avant. Ces temps-là sont révolus. Peut-être que cela reviendra, mais il faudra attendre longtemps, très longtemps. Peut-être à la prochaine génération, ou encore la suivante.»

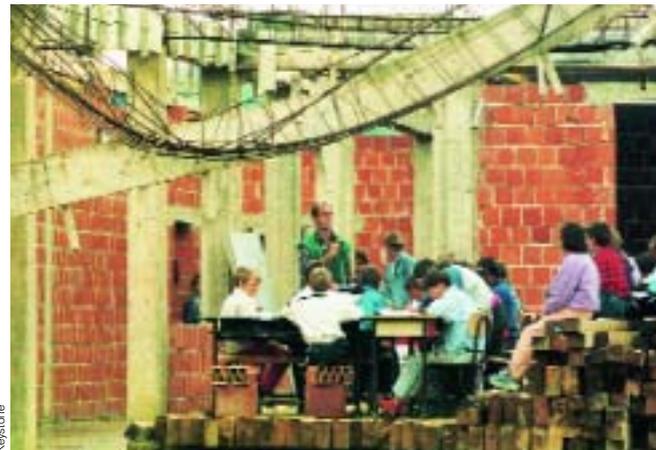
celle des États-Unis, bien qu'elle ne puisse en aucun cas l'influencer. Et elle en subit bien entendu toutes les conséquences.

Il n'en reste pas moins que l'aide fournie par la Suisse est substantielle. D'aucuns se demandent si l'argent est utilisé à bon escient. Pour savoir si les dépenses engagées produisent les résultats escomptés, il faut consulter la statistique sur les réfugiés. Des 34 000 Bosniaques accueillis pendant la guerre (de 1992 à 1995), 15 000 sont retournés dans leur pays. Pour ce qui est du Kosovo (Yougoslavie), 67 000 personnes avaient trouvé asile en Suisse à la mi-1999, au paroxysme de la crise. Depuis lors, 35 000 Kosovars sont rentrés chez eux, pour la plupart de leur plein gré, dans le cadre du programme d'aide au retour.

Durant cette même période d'un an, on a enregistré quelque 6 000 nouveaux requérants d'asile originaires du Kosovo. Cela signifie qu'après la forte augmentation des dernières années, la population des réfugiés en provenance des Balkans est à nouveau en nette régression. Certes, des réfugiés continuent d'arriver, mais en petit nombre. Bien que la guerre soit terminée, les tensions perdurent dans cette région en crise.

Désamorcer les tensions

La politique concernant les Balkans ne saurait s'en tenir à l'objectif immédiat d'un retour des réfugiés. À long terme, l'engagement occidental a pour but de désamorcer les tensions. Et la Suisse a tout intérêt à participer à cet effort. Le traitement prescrit à la Bosnie et au Kosovo comprend l'aide hu-



Kapitane

Kosovo 1999

manitaire, la reconstruction des logements et des infrastructures, la relance de l'économie, le renforcement des organes de l'État, la promotion de la société civile et, bien sûr, le retour des personnes déplacées. Mot d'ordre général de cette action: la reconstruction d'une société multiculturelle, régie par une constitution démocratique répondant aux normes occidentales. La «société multiculturelle» revient dans tous les discours des politiciens occidentaux en visite à Sarajevo ou à Pristina. Mais de toute évidence, elle n'existe plus et il faudra plus de temps pour lui redonner corps qu'il n'en a fallu pour la détruire. Les derniers conflits dans les Balkans ont été menés dans un objectif de «purification ethnique», qui a été largement atteint. Du reste, après tout ce qui s'est passé, un retour à la situation d'avant-guerre est inimaginable.

En Bosnie, par exemple, des zones de résidence ont été attribuées aux divers groupes ethniques. Bosniaques (musulmans), Serbes et Croates vivent aujourd'hui séparés. Selon toute probabilité, les choses ne changeront pas avant longtemps. Il ne faut pas s'attendre à un mouvement de *minority returns*, à savoir le retour massif et durable de réfugiés dans des zones où un autre groupe ethnique prédomine. Le Bureau du Haut Représentant a beau les encourager en organisant la restitution de logements expropriés, les chances de succès sont minces.

C'est seulement au cours des deux dernières années que le retour vers des villages éloignés a pu être organisé, notamment avec le soutien de la Suisse. Leur population présentait en principe déjà une homogénéité ethnique avant le début des hostilités. Les villageois qui choisissent de rentrer sont pour la plupart des personnes âgées. Les jeunes, eux, préfèrent rester là où ils se sont établis, surtout ceux qui vivent maintenant en ville. Contrairement à ce qui se passe dans les cam-

peux ont fui au Monténégro ou en Serbie intérieure. Ceux qui sont restés vivent le plus souvent dans des camps sous surveillance militaire. Quelques-uns seulement ont pu rester dans leurs maisons. De nombreux Gorans (musulmans et slaves) ont également fait l'objet d'attaques, mais ils jouissent aujourd'hui d'une paix relative. Comparativement, les Turcs semblent avoir moins de problèmes. De manière générale, le climat est à l'intolérance. Cela s'exprime notamment par une interdiction linguistique: parler une langue slave en public, c'est risquer sa vie.

D'abord un toit et un revenu

Dans les circonstances actuelles, la réhabilitation de la société multiculturelle est un but lointain de l'aide. Pour l'heure, il importe surtout d'atteindre un certain nombre d'objectifs concrets et immédiats. Les habitants ont d'abord besoin d'un toit et d'un revenu. Au Kosovo et en Bosnie, la Suisse a fourni une aide rapide et efficace dans la construction de logements. Pour ce qui est des sources de reve-

Retour dans la montagne

Une petite vingtaine d'hommes campent à l'intérieur d'une église, dans les montagnes du nord de la Bosnie. Le plus jeune a 55 ans, les autres plus de 60. Tous sont Croates. L'aide de Caritas leur a permis de revenir dans leur village détruit, en République serbe. Après avoir réparé l'église, ils comptent reconstruire les maisons. Des policiers serbes se sont installés dans l'ancienne école, qui se trouve à proximité. Ils sont chargés de superviser le retour des Croates. Un diplomate prononce un discours. «Bientôt, des enfants croates et serbes s'assoieront à nouveau côte à côte», lance-t-il. Personne ne le croit.



Yougoslavie 1999



Bulgarie 1999

pagnes, le retour vers les villes, qui accueillent auparavant une population beaucoup plus hétérogène, ne fait que commencer. Depuis le début de 1999, la Bosnie n'a enregistré que 60000 *minority returns*. La guerre avait jeté sur les routes plus de 2 millions de personnes.

Au Kosovo, après l'expulsion des Albanais puis leur retour, ce fut au tour des Serbes d'être chassés. La moitié d'entre eux, tout au plus, sont restés dans la province. Ils vivent entassés dans différentes enclaves, coupés du monde extérieur. Seule la présence des troupes internationales, qui veillent 24 heures sur 24 sur les enclaves serbes, leur évite une expulsion pure et simple. Les Tsiganes serbo-phones, qui avaient la réputation d'être à la solde de l'armée serbe, se trouvent dans une situation peut-être plus précaire encore. La plupart d'entre



Yougoslavie 1999



Roumanie 1990

Des étoiles au lieu d'une croix blanche

Seule la *kula*, vieille tour de garde aux murs épais et aux petites fenêtres, tenait encore debout après la guerre. Le reste de la ferme, située à proximité de Gjakove/Djakovica, avait brûlé. Entre-temps, la grande demeure a été reconstruite. Et le drapeau étoilé des États-Unis flotte sur son nouveau toit. «Mais c'est le drapeau suisse qu'il faudrait hisser! Après tout, c'est nous qui avons payé les matériaux de construction», remarque le délégué suisse. «Oui, mais ce sont les Américains qui nous ont libérés», réplique l'Albanais.

mus, elle continue de jouer un rôle de premier plan en offrant des emplois aux travailleurs immigrés. Assurer les moyens de subsistance d'une majorité de la population constitue la meilleure garantie de la stabilité politique. Celle-ci est à son tour la condition *sine qua non* d'un développement économique autonome. En Bosnie, les résultats obtenus sont toutefois peu encourageants: l'État fonctionne mal et l'économie est loin d'être viable. Au Kosovo, la situation semble meilleure, mais elle reste instable. On estime qu'une aide massive, mise en œuvre selon un plan précis, permettra de reconstruire en trois ans les villes, les villages et les routes. En revanche, le renouvellement du tissu social, économique et politique prendra beaucoup plus de temps.

C'est ce constat qui a présidé à l'élaboration du Pacte de stabilité pour les Balkans. Dans ce cadre, il est prévu d'apporter une aide non seulement aux territoires et pays dévastés par la guerre, mais aussi aux États qui ont connu une évolution plus favorable, comme la Macédoine, la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie, voire la Croatie. Malgré leurs différences, ces pays doivent résoudre les mêmes problèmes: tous traversent une phase de transition politique et font face à d'énormes difficultés économiques. Cette situation les rend sujets aux crises. Voilà précisément ce que les pays riches de l'Europe veulent éviter. C'est pourquoi ils appliquent le vieil adage «Mieux vaut prévenir que guérir». Dans son propre intérêt, la Suisse se doit de participer à cet effort, même si elle ne peut jouer qu'un rôle secondaire et que les grandes lignes de la politique sont fixées par les autres États et organisations. ■



De Keyser Carl / Magnum Photos

Roumanie 1995

*Andres Wysling est correspondant de la «*Neue Zürcher Zeitung*» pour l'Europe du Sud-Est. Il est en poste à Vienne.

(De l'allemand)



Anthony Szaau / Vu

Bulgarie 1994

Les Balkans

(bf) Nom d'une chaîne de montagnes en Bulgarie, les «Balkans» désignent également la plus orientale des trois péninsules méridionales de l'Europe, la Péninsule balkanique. Celle-ci comprend la majeure partie de l'Europe du Sud-Est. Plus précisément, elle couvre tout le territoire délimité au nord par le Danube et son affluent, la Save, à l'est par la mer Noire et la

mer de Marmara, au sud par la mer Egée et à l'ouest par les mers Adriatique et Ionienne. La région des Balkans comprend actuellement les États suivants: l'Albanie, la Bulgarie, la Bosnie-Herzégovine, la Grèce, la République fédérale de Yougoslavie, la Croatie, la Macédoine, une partie de la Roumanie, ainsi que la partie européenne de la Turquie. ■



«Les Balkans doivent réintégrer l'Europe»

L'évolution de la situation dans les Balkans se trouve aujourd'hui en grande partie sous la supervision de la communauté internationale. Celle-ci est représentée en Bosnie par l'Autrichien Wolfgang Petritsch, un excellent connaisseur des Balkans. Interviewé par Gabriela Neuhaus, il évoque la situation actuelle et l'avenir de cette région.



Keystone

Wolfgang Petritsch

Le diplomate autrichien Wolfgang Petritsch a suivi de très près l'évolution des Balkans. Il a été ambassadeur d'Autriche à Belgrade de 1997 à 1999. Durant la seconde moitié de son mandat, d'octobre 1998 à juillet 1999, il a assumé en outre la fonction d'envoyé spécial de l'Union européenne (UE) au Kosovo. M. Petritsch a également été le négociateur principal de l'UE aux pourparlers de Rambouillet et de Paris. En juillet 1999, il a succédé à l'Espagnol Carlos Westendorp au poste de Haut Représentant de la communauté internationale en Bosnie. L'instance qu'il dirige, le Bureau du Haut Représentant, a été créée par les accords de Dayton et a pour but de promouvoir le processus de paix en Bosnie.



Bosnie, Sarajevo 1994

Alain Pirogès / CIRIC

Un seul monde: Les pays des Balkans qui ont été ravagés par la guerre doivent aujourd'hui relever un double défi. Quels sont à votre avis les principaux obstacles à leur développement?

Wolfgang Petritsch: La Bosnie et certains de ses voisins se trouvent effectivement face à un double défi. La plupart des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ont éprouvé beaucoup de difficultés pour passer en dix ans d'une économie communiste contrôlée par l'État à l'économie de marché et à la démocratie. En Bosnie, la situation est encore plus grave, car cette évolution a été freinée par la guerre. D'ailleurs, la transition de la guerre vers la paix n'est pas encore totalement achevée. Je pense néanmoins que la Bosnie est sur la bonne voie. Nous soutenons ce que j'appelle l'«européanisation du pays» en introduisant des lois conformes aux directives de l'Union européenne et en planifiant la privatisation d'entreprises qui datent de l'ère communiste. Autre facteur encourageant: l'augmentation

du nombre de réfugiés retournant chez eux.

Est-il possible de résoudre véritablement les conflits dans les Balkans?

Il est important que les habitants de la région se familiarisent avec la notion de «citoyen», dans le sens d'une participation active, comme on l'entend en français. La nationalité et l'origine ethnique ne doivent jouer aucun rôle. Les seules contraintes découlent des droits civils et des droits individuels tels qu'ils sont définis dans la loi.

Un appareil législatif se met actuellement en place en Bosnie. Ainsi, on a introduit de nouvelles lois sur la propriété et la location de biens immobiliers. Elles prévoient que chaque citoyen retrouve le logement qui était le sien avant la guerre. L'application de ces textes, que j'ai promulgués, est le seul moyen de surmonter les purifications ethniques de la guerre. Des indices montrent qu'un même processus est en cours en Croatie. Par contre, la situation de la Yougoslavie demeure hélas très incertaine. Slobodan Milosevic reste



Andreas Schwaiger / Lookat

Albanie 1999

l'obstacle majeur à l'instauration d'une paix durable dans la région.

Vous êtes Haut Représentant de la communauté internationale en Bosnie depuis août 1999. Quels sont les avantages et les inconvénients d'une médiation externe?

Un médiateur externe n'a pas de parti pris. Chacun de mes actes est observé et analysé. Je dois donc faire preuve d'une impartialité absolue. De plus, en tant que citoyen autrichien et européen, j'ai une certaine expérience de la démocratie. Toutefois, cette position comporte également certains risques, notamment la tentation d'imposer « de l'extérieur » des solutions simples. Je crois au sens des responsabilités des citoyens, mais je suis toujours déçu de voir que nombre de politiciens, surtout dans le camp des nationalistes, reculent devant les décisions difficiles. Trop souvent, ils préfèrent attendre qu'on leur impose une solution de l'extérieur, ce qui leur évite d'annoncer la couleur. C'est irresponsable.

Comment jugez-vous la situation dans l'autre grande zone de conflit, à savoir le Kosovo?

La paix n'y est pour l'instant qu'apparente, la situation reste très délicate. En tant qu'envoyé spécial de l'Union européenne (UE) au Kosovo et son négociateur principal à Rambouillet, j'ai été extrêmement déçu du résultat de cette rencontre. À mon avis, la problématique des retours au Kosovo est semblable à celle de la Bosnie. Les Serbes et les Tsiganes qui ont été chassés de chez eux doivent pouvoir revenir. Là aussi, le concept de société civile revêt une importance décisive. Un Kosovo étroitement nationaliste, qui exclurait tous les non-Albanais, n'a aucun avenir au sein de l'Europe.

Les Balkans dépendent de l'aide internatio-

nale. Dans ce contexte, comment jugez-vous le rôle joué par la Suisse?

La Suisse s'est montrée extrêmement active en Bosnie depuis la guerre. Des 34000 personnes qui y avaient trouvé refuge, presque la moitié sont maintenant rentrées chez elles, grâce à l'aide au retour octroyée par le gouvernement suisse. Du reste, la Suisse n'est pas seulement engagée dans le domaine de l'aide humanitaire, mais également dans le développement futur de la Bosnie. Elle prouve surtout que des gens de langue et d'origine ethnique différentes arrivent à vivre et à fonctionner ensemble. C'est le principal message qu'elle adresse aux citoyens bosniaques.

Votre travail est non seulement difficile, mais il comporte aussi un côté frustrant, comme vous l'avez dit. Où trouvez-vous l'énergie de continuer malgré tout?

Ma tâche est épuisante, certes, mais elle est aussi stimulante et fascinante. Comment faire pour que les Balkans réintègrent l'Europe, à laquelle ils appartiennent? Cette tâche exige de la créativité et de l'imagination, mais aussi beaucoup de persévérance face à l'insupportable cruauté des conflits. L'idée que je puisse contribuer à faire naître une Bosnie tolérante, multiethnique, qui prendra sa place dans l'Europe nouvelle... voilà ce qui me motive. ■

(De l'allemand)

L'interview de Wolfgang Petritsch a été réalisée avant la chute de Slobodan Milosevic.

L'aide internationale est nécessaire: dans l'espoir d'y trouver les noms de parents disparus, des Kosovars parcourent la liste des réfugiés enregistrés en Albanie par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Crépitement de truelles

Un an et demi après la fin de la guerre, le Kosovo s'est installé dans une «normalité de la reconstruction». Immeubles, écoles, rues, barrages... On est en train de tout rebâtir. Y compris la démocratie. De Maria Roselli.

Quatre priorités

La DDC est présente dans les Balkans par le biais de l'aide humanitaire, qui est une aide d'urgence, et de sa Division pour la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI (DCE), qui travaille à plus long terme. Pour l'an 2000, la DCE a prévu des dépenses de 12 millions de francs destinées à des activités dans quatre domaines principaux:

Organisation des communes et de la justice:

Mise sur pied d'un cadastre et d'un registre des habitants, projet dans le domaine de l'exécution des peines.

Services publics:

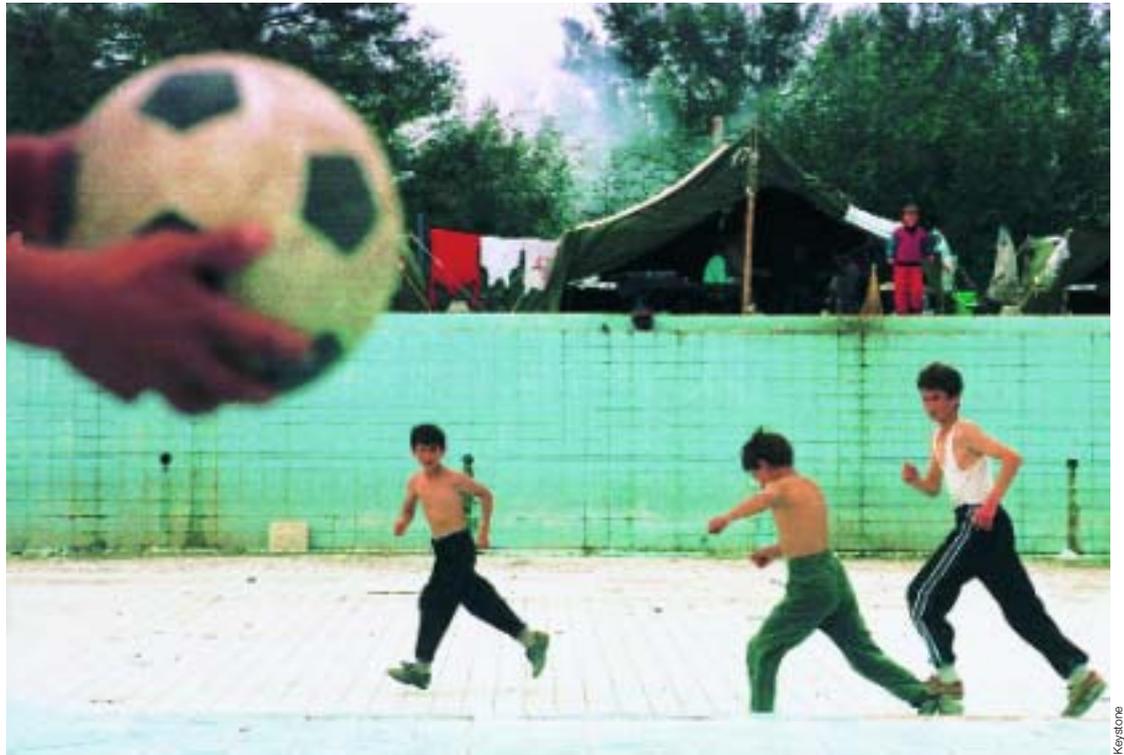
Approvisionnement en eau dans le sud-est du Kosovo, projets dans le domaine de l'éducation et de la formation, soutien à une radio publique.

Promotion du secteur privé:

Projets de soutien à l'agriculture ainsi qu'à de petites et moyennes entreprises.

Société civile:

Contributions versées à des œuvres d'entraide pour divers projets.



Keystone

Mars 1999. Les regards du monde entier sont tournés vers Rambouillet. Le visage tendu, en complet sombre ou en uniforme, des hommes sortent de limousines ou de jeeps pour disparaître derrière les portes de l'espoir, sous la protection du service de sécurité. Hélas, les négociations échouent. Une guerre ininterrompue de 79 jours va opposer l'OTAN aux troupes serbes stationnées au Kosovo, qui durcissent radicalement leur politique d'expulsion de la population albanaise. Plus de 750 000 personnes s'enfuient à l'étranger, laissant derrière elles des maisons incendiées, des routes et des ponts bombardés et des cadavres en décomposition.

Puis la paix revient. Les troupes serbes se retirent du Kosovo et dans les jours qui suivent, des milliers de réfugiés regagnent leurs maisons détruites et leurs champs minés. Ils sont accompagnés par des convois d'aide internationale qui leur assurent un approvisionnement minimum. Pendant quelques mois encore, le Kosovo continue de faire la une des journaux. Peu à peu, la presse se concentre exclusivement sur le problème des réfugiés, se demandant quel pays peut en accueillir combien et pour combien de temps. Puis, le silence revient.

Difficile réconciliation

Une année et demi après la conclusion des accords de paix, le Kosovo est en pleine reconstruction. Quelque 400 organisations gouvernementales et non gouvernementales y participent, aux côtés de la population locale. À eux seuls, les projets suisses auront permis de reconstruire 2614 maisons en 1999. Et 2395 autres bâtiments devraient être terminés d'ici la fin de l'année 2000. Pourtant, cet hiver encore, il n'y aura pas assez de logements disponibles pour tout le monde.

On trouve la plupart des denrées alimentaires dans les magasins. De nombreuses écoles ont été rouvertes. Mais le processus de réconciliation entre les Albanais et les minorités (serbe, turque et tsigane) marque le pas. Les provocations et les agressions sont monnaie courante.

Quelque 25 Suisses et plus de 125 employés originaires du Kosovo, travaillent au bureau de coordination de l'aide suisse à Pristina. «L'optimisme règne, on construit partout au Kosovo. Mais il ne suffira pas de réparer les dégâts dus à la guerre: il faudra également rattraper des années de mauvaise gestion et 50 ans de communisme», explique

au Kosovo



Keystone

Antoine Dubas, collaborateur de la DDC à Pristina. Afin d'illustrer ce que mauvaise gestion veut dire, Céline Yvon, de la Division pour la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI (DCE), évoque l'approvisionnement en eau dans le sud-est du Kosovo: «Depuis dix ans, les installations de traitement de l'eau n'ont pratiquement pas été entretenues. Les travailleurs albanais ont été licenciés et plus de la moitié de l'eau potable est aujourd'hui perdue. Sous le communisme, la gestion des installations était absolument centralisée. C'est Belgrade qui décidait de l'approvisionnement en eau de chaque commune.»

Un programme commun de la DDC et du Secrétariat d'État à l'économie (seco) devrait remédier aux problèmes d'approvisionnement, surtout dans les villes du sud-est. Le but du projet est double: produire suffisamment d'eau potable de qualité et permettre aux installations communales existantes de fournir cette eau à la population à des prix assurant la couverture des coûts.

Mobilisation pour l'eau potable

«Lorsque nous sommes arrivés dans la région en août 1999, le réseau d'eau potable était dans un état déplorable», se souvient Philippe Genoud, un ingénieur du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC). Les experts suisses ont dû prendre des mesures d'urgence pour assurer un approvisionnement suffisant en eau potable. Ils ont réparé ou remplacé partiellement des captages, des conduites d'adduction et des réseaux de distribution. L'installation la plus mal en point était celle de Gnjilane/Gjilani, où le toit du réservoir menaçait de s'écrouler. Il a fallu mettre en place une dérivation, équipée d'un filtre. Ce système a permis d'assurer l'approvisionnement, tandis que l'installation principale restait fermée pendant les travaux de remise en état.

La construction de cette dérivation a été réalisée par l'ASC, en collaboration avec des entreprises locales. Cette opération s'est inscrite dans le programme d'aide humanitaire. En revanche, la reconstruction proprement dite de la station est un projet commun de la DCE et du seco. Ce projet



P. Pellegrin / Vu

illustre la voie que la Suisse veut suivre au Kosovo: s'éloigner de l'aide humanitaire pour privilégier la coopération technique.

Les activités de la DDC en rapport avec le conflit au Kosovo sont financées à 80 pour cent par l'Office fédéral des réfugiés (ODR), dans le cadre de ses programmes d'aide au retour. Le coût de ces activités s'est élevé à 83 millions de francs en 1999 et il a été budgétisé à 55 millions pour l'année 2000. En ce qui concerne l'aide financière au Kosovo, le seco a prévu des dépenses de l'ordre de 8 millions de francs en 2000 et un autre montant de 27 à 30 millions durant les trois années suivantes. ■

(De l'allemand)

Aide humanitaire

Pour l'aide humanitaire et les projets de l'ASC, la Suisse aura dépensé cette année 43 millions de francs: distribution de matériel aux réfugiés de retour, construction et rénovation de 500 maisons et 7 écoles, construction de routes et de ponts, coordination et réhabilitation de l'approvisionnement en eau pour 150 000 personnes, envoi de 1200 bovins, distribution de semences, protection des intérêts des minorités, formation des membres du Corps de protection du Kosovo et déminage en collaboration avec le ministère russe du service civil et de l'aide d'urgence.

Une longue marche pour quelques patates

Zeinabou est veuve et il lui reste sept enfants à élever. Pour les nourrir, cette sexagénaire tient un petit négoce au bord de la route, dans une banlieue située au nord-est de Niamey. Sa vie quotidienne reflète les tourments du Niger, classé avant-dernier dans le rapport mondial sur le développement humain. D'Ibbo Daddy Abdoulaye*.

Talladjé est l'un des quartiers les plus pauvres de Niamey. La précarité, l'insalubrité et l'insécurité y règnent en maîtres absolus. Les habitations se concentrent entre des marécages nauséabonds infestés de moustiques et des tas d'immondices. Il est sept heures. Au domicile de la vieille Zeinabou, des cliquetis de tasses et une fumée de bois humide indiquent que c'est l'heure du petit déjeuner. Celle que ses enfants appellent Ouichi insiste pour que son hôte prenne au moins «l'eau blanche», un mélange d'eau et de boule de mil. Sèche comme une tige de mil, Ouichi, la soixantaine passée, est débordante de vitalité. Elle distribue les tâches d'une voix forte tout en donnant à manger aux poules. «Rabi, tu emmèneras le maïs au moulin; Aïcha, tu prépareras le déjeuner et tu balayeras la maison.» Elle réprimande un garçon roulé dans une couverture en sac de farine, car il refuse de se lever.

Aucun de ses neuf enfants ne travaille. L'aîné étudie le Coran au Nigeria et une fille est mariée. Les sept autres sont encore sous son toit. Le mari de Zeinabou est mort en 1991. Il avait travaillé plus de trente ans dans une société de négoce qui a mis la clé sous la porte sans avoir assuré la moindre indemnité à la veuve et aux orphelins.

Denrées de saison

Chaque matin, sur la route poussiéreuse conduisant au centre ville, Ouichi expose aux regards des passants des noix de kola, de doum, des tubercules de patates douces, des feuilles bouillies... bref, toutes sortes de denrées que la saison autorise. Mais auparavant, elle doit aller s'approvisionner au marché de Katako, à sept kilomètres de là. Un véritable calvaire, car «ses vieux os ne supportent pas la marche».

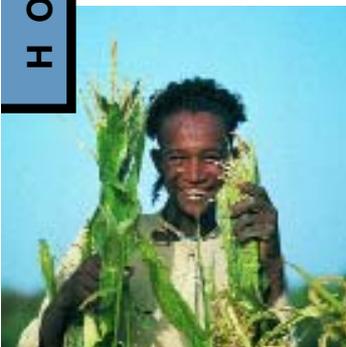
Il faut traverser la Ceinture verte, une forêt de *neems* devenue le refuge de bandits, de délin-

quants et le dépotoir d'une communauté urbaine d'un million d'habitants. Dressée dans les années 60 pour préserver la capitale des vents de sable, cette haie vive se réduit en peau de chagrin. Dans des quartiers comme Talladjé, l'eau et l'énergie font cruellement défaut. Souvent, les hommes partent très tôt le matin, «sans laisser l'argent des condiments». Et les femmes n'ont pas d'autres combustibles que le bois pour faire bouillir la marmite.

Chemin faisant, Ouichi rejoint des compagnes d'infortune. Longues processions de femmes levées tôt pour assurer de quoi tromper la faim. Elles distillent des blagues pour se doper contre un quotidien pas toujours gai. Elles raccourcissent le trajet en échangeant les derniers potins: une telle a accouché la nuit dernière; le mari de telle autre vient de convoler en secondes noces; une troisième a perdu un de ses enfants, des suites d'une crise de paludisme.

«Dieu est grand»

Il faut prendre garde à ne pas se faire écraser. Les chauffeurs de taxi donnent de brusques coups de volant pour éviter les ornières de cette route défoncée. «Tiens! Un bâtiment a surgi entre Police-Secours et le Village artisanal de Wadata», s'étonne cette grosse maman en plaquant son enfant sur son dos. «Où trouvent-ils donc tout cet argent?» Et les discussions repartent de plus belle. Sur l'origine de telle fortune, construite un jour et défaite le lendemain; sur les *happy few* qui investissent dans la pierre et les belles voitures, sur cette opulence obscène dans le lit d'une misère épouvantable. Puis cette tirade: «Dieu est grand». C'est la formule favorite des Nigériens lorsqu'ils sont confrontés à une question qui dépasse l'entendement. Devant la mosquée Imam Malik, le groupe s'efface devant des femmes voilées et toutes vêtues de noir.



CRIC



CHIC



Jorgen Schytte / Still Pictures



Raymond Depardon / Magnum Photos



À l'ombre d'immeubles délabrés, une foule s'agglutine autour d'un kiosque du Pari mutuel urbain (PMU). «Et dire qu'ils se disputent pour jeter de l'argent», remarque Ouichi. Depuis quatre ans, ces courses de chevaux disputées sur des hippodromes parisiens ont entraîné les Nigériens dans une course effrénée vers le gain facile.

Les femmes découvrent un autre spectacle insolite au carrefour du collège Lako, où les feux ne clignotent plus: au risque de se faire renverser, de jeunes mendiants se disputent sur le macadam une piécette jetée par un automobiliste. Une mendicante en haillons, cul-de-jatte et manchote, assiste à la scène. Elle lutte pour retenir son bébé

qui gigote dans tous les sens. Commentaire de Zeinabou: «Vous avez beau pleurer sur votre sort, lorsque vous voyez une peine plus grande, vous ne pouvez que remercier le bon dieu.»

Puis c'est le lycée Kassai dont les murs et les environs sont envahis par des vendeurs à la sauvette. Depuis que les salaires des fonctionnaires ne sont plus régulièrement assurés, «chacun a son business». Enfin, le marché de Katako, véritable caverne d'Ali Baba à ciel ouvert où l'on trouve de tout. Même des organes humains, disent les mauvaises langues. Les multiples tentatives des autorités pour l'assainir ou le recaser sont restées lettre morte. Et cette plaie béante en plein cœur de la capitale continue de décompo-



Jorgen Schytte / Still Pictures

L'objet de tous les jours

L'hilaire

Les paysans nigériens (environ 90 pour cent de la population) ne jurent que par l'hilaire. Ils mettent en avant la légèreté et la souplesse de cet instrument aratoire, ainsi que les prouesses qu'il est capable de réaliser sur tous les types de sols. Son prix très modique en fait un outil précieux adopté par toutes les communautés depuis des temps immémoriaux. D'un entretien facile, l'hilaire a en outre une très longue durée de vie. Ces qualités en ont fait un accessoire de culture emblématique du Niger, pays dont l'agriculture est l'une des plus archaïques du monde.

L'hilaire est une longue tige de bois flexible, surmontée à l'une des extrémités d'une poignée en bois de forme triangulaire et à l'autre d'une sorte de croissant lunaire en fer très tranchant. Dans les mains d'un paysan expert, elle fond dans la terre comme dans du beurre, l'ameublissant et rasant à la souche les mauvaises herbes.

ser d'énormes chiffres d'affaires qui échappent à tout contrôle, du fait de l'informalisation rampante de l'économie. Mais pour des petites gens comme Ouichi, Katako, c'est «un marché où vous trouvez des articles pas chers».

Pas de marchandage

Parvenue au coin alimentation, Ouichi ne trouve pas son vendeur habituel qui parfois lui fait crédit. «Il est parti au village voir l'avancement de ses travaux champêtres», annonce un autre commerçant, en lissant sa barbe d'ayatollah. Elle demande combien coûte un tas de tubercules de patates douces. «C'est 500 francs CFA. À prendre ou à laisser.» Lorsqu'elle marchandise, il lance: «Si tu es venue pour acheter, achète. Sinon, pose ces patates et continue ton chemin.» Ouichi en choisit deux bons tas, qu'elle paie en comptant minutieusement l'argent noué dans son pagne. Et elle fait une croix sur les noix de kola qu'elle voulait aussi acquérir avec la même somme.

Au retour, ses pas se font plus traînants sous le poids de la charge et de la fatigue. Arrivée à Talladji, elle déroule enfin son sac de jute et y dépose sa marchandise. «En fait, ce ne sont pas ces petites choses qui nous font vivre, c'est l'incroyable bonté de Dieu», assure-t-elle. À côté de ce modeste commerce, elle continue de planter quelques graines de niébé ou de pois de terre dans les deux lopins laissés par son défunt mari. À midi, elle se contente de mâchouiller une noix de kola. «Ce n'est pas intéressant pour un adulte de manger sur la voie publique.» Vers 14 heures, elle plie bagage, sachant qu'elle n'écoulera plus ce qu'elle n'a pas vendu le matin. Mais sa journée n'est pas terminée. Faire la lessive, la vaisselle, aller au puits, piler le mil... «Les enfants me prennent pour un robot», dit-elle en souriant. Heureu-



Jorgen Schytte / Still Pictures

sement, personne n'a eu de graves problèmes de santé jusqu'ici. «Vous vous rendez compte, ils viennent de fixer l'entrée au dispensaire à 500 francs.» Et les médicaments sont très souvent introuvables ou trop chers. Mais Ouichi sait que ce n'est qu'un sursis accordé par la Providence, «car tout être humain finit par tomber malade». ■

* *ibbo Daddy Abdoulaye est un journaliste nigérien*

La Suisse et le Niger

Femmes, développement local et État de droit

(sku) Dans les statistiques de l'ONU sur le développement, le Niger se place depuis des années en queue de peloton. C'est surtout l'état déplorable de l'éducation et de la santé publique qui est en cause.

La coopération entre la Suisse et le Niger a débuté il y a 25 ans environ au niveau étatique. En 1990, elle s'est élargie au secteur privé: organisations paysannes et de défense des droits de l'homme, œuvres d'entraide et groupements de femmes. Depuis 1996, elle se concentre sur quatre régions. Dans le sud, ce sont les districts de Gaya et le département de Maradi. Dans les zones du Sahara et du Sahel, où prédominent l'élevage et l'irrigation, et où la survie dépend de pluies peu abondantes, ce sont le canton de Nord-Téra et le massif de l'Air.

La DDC soutient l'agriculture, la sylviculture, l'élevage, la construction de routes, l'approvisionnement en eau, l'éducation et la formation des adultes ainsi que les systèmes d'épargne et de

crédits. Ces actions, conjuguées, visent un partenariat direct avec la population et une contribution à la création de structures décentralisées. Celles-ci conféreront plus de poids à la population dans ses négociations avec l'administration centrale, avec les chefs traditionnels et avec les organismes de développement. L'apprentissage démocratique et l'autodétermination sont la condition préalable à une décentralisation certes décidée par le gouvernement, mais pas encore réalisée.

Depuis peu, la coopération vise aussi à améliorer l'État de droit. Il est indispensable de connaître les moyens juridiques pour défendre ses droits. Et les groupes défavorisés, dont font partie la majorité des femmes, en ont particulièrement besoin. Par ailleurs, de graves injustices subsistent dans le droit familial et foncier. La DDC appuie des groupements de femmes, des œuvres d'entraide, des médias, des tribunaux, ainsi que les ministères de la justice et des affaires sociales.

Faits et chiffres

Capitale

Niamey

Superficie

1 267 000 km²

Principales ethnies

Haoussa, Djerna-Songhaï, Peul, Touareg et Kanouri

Langues

Français (langue officielle), haoussa (langue véhiculaire)

Religion

Musulmans (80%), animistes et chrétiens

Population

Nombre d'habitants: 10 millions
Espérance de vie: 47 ans
Scolarisation: 30% en moyenne (18% pour les filles)
Taux de fécondité: 7,8 enfants par femme
Mortalité infantile: 191/1000

Secteurs d'activité

Agriculture et élevage: 90%
Industrie et commerce: 6%
Services gouvernementaux: 4%

Ressources

Cultures de subsistance: mil, sorgho, riz, maïs, manioc
Cultures de rente: arachide, souchet, coton, oignons, niébé
Élevage: bovins, ovins, caprins, équins, camelins
Mines: uranium, charbon, manganèse, phosphate, étain et pétrole



Repères historiques

- | | |
|--|--|
| <p>1958 Le Niger approuve le référendum par lequel la France proposait à ses colonies l'autonomie interne au sein d'une Communauté franco-africaine.</p> <p>1959 Un décret présidentiel ordonne la dissolution du Sawaba, parti qui avait fait campagne contre le référendum. Le Parti progressiste nigérien, section du Rassemblement démocratique africain (PPN-RDA), devient de facto le parti unique.</p> <p>1960 Accession à l'indépendance. Diouri Hamani est élu président de la République.</p> <p>1964 Des actions de guérilla, orchestrées par le Sawaba, sont suivies d'emprisonnements massifs, d'exils forcés et d'exécutions sommaires.</p> <p>1974 Le président Diouri est renversé lors d'un coup d'État militaire conduit par le lieutenant-colonel Seyni Kountché. Celui-ci impose un régime d'exception.</p> <p>1987 Le général Seyni Kountché meurt à Paris. Le chef d'état-major Ali Saïbou lui succède. Il crée un parti unique, le Mouvement national pour une société de développement (MNSD), dont il devient le président.</p> | <p>1990 L'armée réprime dans le sang un mouvement de contestation étudiant et un soulèvement des Touareg. Les syndicats réclament le multipartisme.</p> <p>1991 Réinstauration du multipartisme.</p> <p>1991 Une Conférence nationale élit les autorités chargées de conduire la transition et de veiller au retour d'une vie constitutionnelle normale.</p> <p>1993 Premières élections démocratiques depuis l'indépendance. Mahamane Ousmane, soutenu par une coalition de neuf partis, est élu président.</p> <p>1996 En janvier, un groupe d'officiers menés par Ibrahim Baré Maïnassara, chef d'état-major, s'empare du pouvoir. En juillet, le général Baré accède à la présidence lors d'élections entachées d'irrégularités.</p> <p>1999 En avril, le général Baré est assassiné par sa garde rapprochée. Un conseil composé de jeunes officiers s'investit de tous les pouvoirs jusqu'à la mise en place d'institutions républicaines. En novembre, le colonel à la retraite Tandja Mamadou, soutenu par 18 partis, devient président au cours d'élections unanimement reconnues comme transparentes.</p> |
|--|--|

Une drogue douce dans la calebasse



Ibbo Daddy Abdoulaye collabore avec plusieurs publications nigériennes. Il est également correspondant au Niger de l'agence de presse Syfia et de la radio *Fréquence verte*. En outre, il est directeur de publication des «Échos du Sahel», une agence de presse spécialisée dans l'agriculture et le développement, qu'il a contribué à créer en septembre 1998. Le produit phare de l'agence est une revue trimestrielle sur le monde rural, que la DDC a subventionnée.

La boule est une spécialité bien nigérienne. Ce mets à base de mil et de lait caillé est un élément caractéristique de l'identité nationale. Au même titre que les scarifications arborées fièrement par la quasi totalité des ethnies de ce grand pays niché au cœur du Sahel.

Les Nigériens sont les seuls à connaître le secret des épices et des arômes qui donnent à la boule son goût si particulier. La plupart d'entre eux consomment ce plat trois à quatre fois en 24 heures. La boule est au Nigérien ce que le vin est au Français ou le fromage de gruyère au Suisse, c'est-à-dire son meilleur ambassadeur. Mais elle est aussi un excellent baromètre: en étudiant la nature et la quantité de boule que les Nigériens ingurgitent tout au long de la journée, on en apprend plus sur la santé du pays qu'à travers le meilleur indicateur de pauvreté. Cette nourriture à haute valeur nutritive est très riche en protéines, en vitamines et en fer.

Unanimes autour de la calebasse

À vrai dire, il existe différentes variétés de boule. Chaque région loue l'incomparable saveur de la sienne. Mais lorsque vient l'heure de se réunir autour de la calebasse et de se passer la louche de main en main, les Nigériens de tous horizons et de toutes confessions en oublient leurs querelles de clocher. Et une unanimité se forge, avec des rots gutturaux et des hochements de tête, à propos de ce doux nectar qui a la faculté de fasciner le néophyte. L'hospitalité nigérienne passe aussi par la boule. C'est comme un réflexe inné que de l'offrir à son hôte. Au risque d'en faire un «accro» qui n'aura plus de repos tant qu'il n'aura pas sa dose. Mais ce manque sera facile à combler: la recette est simple et la boule est en vente à tous les coins de rue.

Du mil, du lait et des épices

Pour obtenir une boule d'excellente qualité, il faut bien évidemment du mil, cette céréale qui constitue la base de l'alimentation au Niger, et un bon lait caillé de vache. Mais d'autres ingrédients sont également nécessaires. Selon les goûts et les moyens, on peut utiliser du fromage sec, des dattes ainsi qu'une corbeille d'arômes et d'épices exotiques (gingembre, clous de girofle, thym, piment noir, piment blanc...). Avant toute chose, il s'agit de choisir le mil parmi les belles graines, dorées et dures. La deuxième opération consiste à le piler pour le débarrasser de son enveloppe – le son – qui fera un bon aliment pour les animaux. Ensuite, le mil est lavé et remis au mortier, afin de le transformer en une farine blanche et fine. Mélangée avec un peu d'eau, la farine est alors roulée en boules, d'où le nom du plat.

Vient ensuite l'étape de la cuisson. Les boules d'inégale grosseur sont placées dans une marmite contenant beaucoup d'eau. Après une ébullition d'environ une heure, elles retournent au mortier, où elles sont pilées jusqu'à l'obtention d'une pâte gluante et onctueuse.

Patience...

On délaye la pâte dans de l'eau et du lait caillé, avant d'y ajouter à souhait les épices et arômes préalablement pilés. C'est ainsi qu'on obtient cette nourriture liquide dont les Nigériens ne voudraient, pour rien au monde, être privés. La boule est prête à être dégustée, mais les connaisseurs recommandent tout de même de la laisser reposer quelques heures. Son goût n'en sera que meilleur. Si vous suivez à la lettre ces instructions, vous ne lèverez pas votre nez de la calebasse avant d'en avoir vu le fond. ■





Suspendre l'aide pour faire pression sur un pays ?

D'abord des mesures positives

Comment traiter avec les gouvernements qui bafouent les droits de l'homme ? Que faire lorsque les forces de l'ordre étouffent dans l'œuf et avec brutalité toute velléité de démocratisation ? Que faire lorsque nous sommes témoins d'atteintes graves à la liberté et à la sécurité, qui imposent souffrances et misère à des peuples entiers ?

Crier notre indignation ne suffit pas. Nous devons plutôt participer activement aux actions internationales. À l'instar d'autres États, la Suisse a souvent envisagé de cesser toute activité de coopération avec les pays concernés, au Sud ou à l'Est. Nous nous devons assurément de réagir, car il est insupportable de voir souffrir des milliers de personnes simplement parce que leur gouvernement n'a pas la volonté ou les moyens de respecter les normes légales ou les accords internationaux. Mais est-ce en se retirant du pays partenaire que l'on obtiendra les meilleurs résultats ?

L'expérience a montré que l'on surestime les effets d'un retrait. De plus, il prêterite souvent ceux qu'il ne vise pas. Il peut priver d'un soutien vital les groupes de population les plus défavorisés. Les forces réformatrices, au sein du gouvernement et de la société civile, peuvent perdre toute marge de manœuvre. Loin d'améliorer la situation, les sanctions risquent donc de l'aggraver. De plus, le gouvernement incriminé peut durcir son attitude en dénonçant l'ingérence internationale.

Généralement, on obtient plus de succès en recourant à des mesures positives à l'intérieur même du pays. Il s'agit par exemple d'apporter un appui ciblé au ministère de la justice, à des groupements de défense des droits de l'homme ou à la presse. Ces me-

sures ont ainsi une influence positive sur le contexte politique général et contribuent à améliorer la situation dans le pays.

Si des efforts sérieux ont été faits dans ce sens et que, malgré tout, aucune amélioration ne se dessine, alors seulement, il y a lieu d'envisager des mesures plus radicales. Cependant, celles-ci sont de nature à impliquer tous les domaines des relations de la Suisse avec l'étranger. C'est pourquoi elles doivent être conçues de manière cohérente. Ce sont des décisions graves. Elles ne peuvent être prises que par le Conseil fédéral, après un examen approfondi de la situation.

Dans tous les cas, les sanctions ne sont prises qu'en dernier recours. Il s'agit avant tout de mettre en œuvre des mesures positives pour amener le pays partenaire à résoudre ses problèmes et à retourner à la normale. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Débuts de rêves dans un bidonville

En Colombie, deux millions de personnes ont quitté leurs maisons pour fuir la guerre civile. Plus de la moitié sont venues s'entasser dans d'immenses bidonvilles à la périphérie de Bogotá, la capitale. La DDC fournit une aide humanitaire à des projets qui visent à améliorer les conditions de vie des *desplazados*. Beat Felber s'est rendu sur place.



Peter Stägger

La DDC en Colombie

La Colombie ne compte pas parmi les pays de concentration de l'aide suisse. Cela signifie que la DDC ne s'est fixé aucune priorité dans ce pays à moyen ou à long terme. Elle lui apporte néanmoins un soutien – environ cinq millions de francs en 2000 – au travers de divers instruments et organisations. Il s'agit pour l'essentiel d'une aide humanitaire et de cofinancements de projets gérés par des organisations non gouvernementales suisses, telles que l'EPER, Swissaid, Swisscontact et Terre des hommes. Pour la DDC, il est important d'accorder une aide accrue aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'appuyer les activités visant à renforcer les organisations locales ainsi que le rétablissement de réseaux sociaux au sein de la société civile.



Peter Stägger

Pour se rendre à son travail, la psychologue Alicia Almeida enfle de solides bottes. En effet, cette jeune femme de 32 ans exerce sa profession sur un terrain plutôt rude. Elle quitte le centre de Bogotá et roule en direction du sud. Il lui faut une heure et demie pour atteindre les faubourgs de cette métropole de huit millions d'habitants. Arrivée au pied d'une colline escarpée, elle parque sa voiture et continue à pied. Les routes, lorsqu'il y en a, sont en trop mauvais état et trop raides pour qu'une voiture puisse y circuler. Alicia Almeida se met à grimper, à travers un entassement indescriptible de cabanes faites de planches assemblées tant bien que mal. Elle parvient au centre d'Altos de Cazucá. Ce bidonville se situe dans le quartier de Ciudad Berna, à Bogotá.

Fuir la violence

Les habitants d'Altos de Cazucá ont tous fui la violence de la guerre civile qui secoue la Colombie depuis trente ans. La population se compose essentiellement de femmes, d'enfants et d'adolescents. «Chaque jour, environ 35 familles de dix à douze personnes arrivent ici. La plupart de ces gens ont été directement victimes de la guerre, soit parce qu'un des membres de leur famille a été assassiné, soit parce qu'on les a forcés à quitter leur maison», explique Alicia Almeida.

À leur arrivée dans ce lotissement improvisé, ils trouvent des conditions difficiles. Leur premier souci est de se construire un abri de fortune, à l'aide de quelques planches. Ensuite, ils essaient de



Peter Släger

s'organiser. Hélas, le bidonville ne dispose d'aucune conduite d'eau ou d'électricité. Il n'y a pas de magasins, pas d'écoles... et bien sûr pas de travail non plus. Par contre, la criminalité est très élevée, nombre d'enfants souffrent de malnutrition et il faut aller loin pour acheter de la nourriture. À supposer qu'on ait de l'argent.

Depuis trois ans, les habitants reçoivent une aide élémentaire grâce à Mencoldes, une fondation des Églises mennonites de Colombie pour le développement social et l'aide humanitaire. Mencoldes a créé à Ciudad Berna un centre d'appui, dont le programme est financé par l'Aide humanitaire de la Confédération et l'Entraide protestante suisse (EPER).

«Le centre fournit une aide humanitaire à 2000 personnes par an», estime Nancy Yael Bernal, coordinatrice du programme. «Nous distribuons de la nourriture, des vêtements et des ustensiles de cuisine. Les gens peuvent également bénéficier de soins médicaux, psychologiques et dentaires. En outre, nous organisons toutes sortes de cours afin qu'ils aient de nouvelles perspectives, qu'ils retrouvent des rêves et des objectifs. Les personnes qui viennent ici ne souffrent pas seulement de misère économique mais aussi d'une misère psychique, à cause de la violence et des traumatismes qu'elles ont subis.»

Une fois que les *desplazados* ont reçu le minimum vital, le centre met l'accent sur la prise en charge psychologique pour accroître leurs chances de réintégration sociale, culturelle et économique.

Gagner la confiance

«Quand ils arrivent ici, beaucoup de ces gens, mais surtout les jeunes, sont totalement déprimés. Après avoir connu la violence de la guerre civile, ils vont être confrontés à d'autres formes de violence. Ils doivent sans cesse se battre: pour du travail, pour

un logement, pour de l'argent... et cela pratiquement sans espoir», constate Alicia Almeida. Sa première tâche consiste donc à aller trouver les personnes déplacées dans leurs abris sommaires et à gagner leur confiance. C'est loin d'être facile dans un pays où la peur et la méfiance sont devenues une seconde nature depuis deux générations. Un pays où la violence fait chaque année 30 000 victimes et où les prises d'otages sont monnaie courante.

Le centre d'appui de Mencoldes ne parvient pas à répondre à la demande. «Le nombre de personnes intéressées à suivre nos cours est systématiquement plus élevé que celui des participants que nous pouvons effectivement admettre», regrette Nancy Yael Bernal. Pour l'heure, quelque 90 personnes viennent deux fois par semaine au centre pour suivre différents cours sur six mois: certains apprennent à lire et à écrire, d'autres suivent des cours de couture, de gestion, de comptabilité, d'informatique ou d'artisanat. «Notre but est de leur donner les moyens de créer des micro-entreprises dans leurs quartiers.»

Ces efforts ont déjà donné des résultats concrets. Ainsi, Graziella Prieta, Olga Remolino et Idalyn Flores, toutes trois mères de plusieurs enfants, ont ouvert ensemble un atelier de couture. Josefina Perez a installé un stand de boissons à côté de sa cabane. Et Juan Pablo Martinez, père de cinq enfants, fabrique des chaussures de cuir sur commande. Ce sont de tels exemples et d'autres encore qui motivent Alicia Almeida. Elle continuera donc à enfile ses bottes pour parcourir les collines des faubourgs de Bogotá. ■

(De l'allemand)



Peter Släger

Aider l'Afghanistan malgré les talibans

La Suisse assume en 2000 la présidence du Groupe d'appui à l'Afghanistan (ASG), qui réunit les seize principaux pays donateurs. Dévasté par un conflit qui n'en finit pas, auquel s'ajoute cette année une sécheresse catastrophique, l'Afghanistan dépend plus que jamais de l'aide internationale.

(Jls) L'ASG a été créé en 1996, l'année où les talibans ont pris le pouvoir. Face à une situation complexe et conflictuelle, il était devenu nécessaire pour les donateurs de se concerter sur les modalités de l'aide, de mieux coordonner leurs actions et d'apporter un soutien efficace aux efforts de paix des Nations Unies.

Aucun membre de l'ASG ne reconnaît le régime taliban, coupable de nombreuses violations des droits de l'homme. «Néanmoins, les bailleurs de fonds ne peuvent ignorer cette crise humanitaire qui dure depuis plus de vingt ans. Sans l'aide internationale, l'Afghanistan aurait énormément de problèmes pour nourrir sa population, surtout les femmes», souligne Serge Chappatte, directeur suppléant de la coopération bilatérale au développement de la DDC.

Par des veuves, pour des veuves

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a conçu un projet original pour assurer l'approvisionnement des Afghanes défavorisées, tout en respectant les lois qui imposent la ségrégation des sexes. Avec le soutien de la DDC, il a créé un réseau de 37 «boulangeries des veuves». Il a obtenu l'autorisation d'y employer des femmes.

Ainsi, ce sont des veuves qui confectionnent le pain avec de la farine fournie par le PAM. Des enquêtrices vont de porte en porte pour distribuer des tickets de rationnement aux veuves démunies ayant des enfants à charge. Ces clientes se rendent ensuite dans les boulangeries pour s'y procurer le pain à un prix fortement subventionné.

Aide liée à des principes

Les pays membres de l'ASG assument la présidence à tour de rôle. En l'an 2000, cette fonction est revenue à la Suisse. Le bureau de coordination de la DDC à Islamabad (Pakistan) organise chaque mois une séance de l'ASG afin de régler les problèmes les plus urgents en matière de coordination de l'aide. Et la DDC a effectué plusieurs missions de haut niveau en Afghanistan, où elle a rencontré aussi bien les talibans que leurs adversaires de

l'Alliance du Nord. «Nous leur avons demandé de respecter les droits de l'homme et de laisser travailler librement les organismes d'aide. Nous avons insisté pour avoir accès à tous les groupes défavorisés, ce qui inclut naturellement les femmes», indique M. Chappatte. Ces demandes correspondent à la charte de l'ASG, qui a décidé, à l'instar de l'ONU, de lier son aide humanitaire au respect de certains principes fondamentaux. «Il ne s'agit toutefois pas d'une conditionnalité au sens strict, car la population pourrait en souffrir.»

Discrimination des femmes

En privant les Afghanes du droit à l'emploi et de la liberté de circuler, les talibans les ont condamnées à dépendre d'un homme pour survivre. Dès lors, une grande partie des 700000 veuves de guerre sont réduites à la mendicité. En cas de pénurie alimentaire, les veuves et les orphelins sont les premiers à souffrir de la faim.

La situation des femmes est au centre des préoccupations de l'ASG. «Et cela surtout depuis que les talibans ont décrété en juillet dernier l'interdiction d'employer des femmes dans des projets d'aide», précise M. Chappatte. ■



Henriët Logan / Network / Lookat

Une section de la gouvernance

(rdd) Dès le 1^{er} janvier 2001, la DDC comptera une section thématique «Gouvernance», chargée de gérer les compétences dans les domaines suivants: État de droit, droits de l'homme, rôle de l'État, décentralisation, développement local et gestion des affaires publiques (budget, corruption, etc.). Les sections thématiques ont pour tâche d'apporter un appui technique et scientifique aux programmes ainsi qu'aux partenaires de la DDC, de tisser des liens sur le plan international et de définir la politique de la DDC dans leur domaine de compétences respectif. Jean-François Cuénod, actuellement coordinateur en

Équateur, dirigera la nouvelle section, créée dans le cadre de la réorganisation des services sectoriels de la DDC.

Bureau humanitaire en Moldavie

(jls) Au début de septembre dernier, la DDC a ouvert un bureau de liaison de l'aide humanitaire à Chisinau, capitale de la Moldavie. Quatre collaborateurs y travaillent. Cette ancienne république soviétique de 4,4 millions d'habitants, située entre l'Ukraine et la Roumanie, a particulièrement souffert du passage à l'économie de marché. Selon un classement établi par la Banque mondiale en 1998, la Moldavie est le pays le plus pauvre d'Europe, plus encore

que l'Albanie. Cette année, sa situation s'est aggravée dramatiquement en raison des conditions climatiques: un gel tardif, puis trois mois de sécheresse, ont eu des effets dévastateurs sur les récoltes. En juin, le ministère moldave des affaires étrangères a lancé un appel à l'aide internationale. Walter Fust, directeur de la DDC, s'est rendu sur place le 8 août. À la suite de cette visite, la DDC a décidé de distribuer des semences aux paysans les plus affectés par la sécheresse et d'apporter une aide d'urgence à divers projets dans le domaine social et médical.

Les bons liens

(bf) Le site Internet de la DDC attend votre visite, à l'adresse:

www.ddc.admin.ch. Parmi beaucoup d'autres informations intéressantes, il contient les communiqués de presse les plus actuels et la plupart des articles récemment publiés par *Un seul monde*, de même que les liens correspondants. Ainsi, vous pouvez y consulter l'ensemble du dossier «L'ONU, le développement et la Suisse», paru dans le numéro 3/2000. Un lien ouvre la page Internet du DFAE sur l'ONU: www.uno.admin.ch

Au fait, qu'est-ce qu'un fonds de contrepartie?

(drg) Le fonds de contrepartie est créé dans le cadre des mesures bilatérales de désendettement. La Suisse renonce à ses créances en devises à l'égard d'un pays en développement. En contrepartie, le gouvernement s'engage à constituer dans son pays un fonds d'un certain montant en monnaie locale. L'argent est prélevé sur le budget du gouvernement central pour être placé sur un compte portant intérêts auprès d'une banque commerciale locale. Il ne relève plus de la compétence du ministère des finances. Il sert ensuite à financer des projets de développement: des organismes de la société civile (surtout des œuvres d'entraide) et des institutions publiques soumettent des projets aux responsables du fonds; ceux-ci choisissent, sur la base de critères prédéfinis, les projets qui seront soutenus. Dans le cadre de son programme de désendettement bilatéral, la Suisse a accordé des remises de dette à 18 pays pour un montant total de 1,1 million de francs. Dans douze cas, des fonds de contrepartie ont été créés. Ils représentent une somme totale de 270 millions de francs. Le fonds est le plus souvent administré par un secrétariat exécutif, assisté par un comité technique chargé d'évaluer les projets. Ce comité réunit des représentants des deux gouvernements concernés et de la société civile. Un comité bilatéral, au sein duquel seuls les gouvernements sont représentés, sélectionne en dernière instance les demandes de financement qui lui sont présentées par le secrétariat exécutif.



Keystone

L'économie privée découvre les pauvres

Une collaboration entre l'économie privée et la coopération au développement a longtemps paru impensable. Mais les mentalités évoluent. Pour évoquer les limites, les potentiels et les risques d'un tel rapprochement, *Un seul monde* a réuni trois spécialistes chevronnés: Rosmarie Michel, Oscar Knapp et Remo Gautschi. Débat animé par Beat Felber.

Un seul monde: Imaginer que la coopération au développement et l'économie orientent toutes deux leurs efforts vers les pauvres de ce monde, n'est-ce pas la quadrature du cercle?

Oscar Knapp: Pas du tout. L'économie privée ne peut pas s'épanouir lorsque le contexte ne s'y

Remo Gautschi: La collaboration avec l'économie privée est différente en Suisse et dans les pays en développement. Ici, nous coopérons avec des organismes, des consultants, etc., qui nous aident à réaliser des projets et des programmes. Dans les pays en développement et en transition, la



He Krebs (3)

Keystone

Rosmarie Michel

est depuis de nombreuses années vice-présidente de la Women's World Banking et membre de plusieurs conseils d'administration

Remo Gautschi

est vice-directeur de la DDC et chef de la Division pour la coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI

Oscar Knapp,

ambassadeur, est délégué aux accords commerciaux et chef du centre de prestations «Développement et transition» du Secrétariat d'État à l'économie (seco)

prête pas. Si au contraire elle trouve un terreau fertile, son développement profite également aux pauvres. C'est pourquoi le seco soutient d'une part la coopération macro-économique avec les pays en développement. D'autre part, il tente de couvrir certains risques et d'appuyer l'économie privée dans la réalisation de projets qu'elle n'entreprendrait peut-être pas d'elle-même.

Rosmarie Michel: La mondialisation n'est possible qu'avec des marchés en bonne santé. Cela signifie que nos partenaires doivent être d'égale valeur et connaître les lois de l'économie de marché. Il est donc nécessaire de commencer à la base, avec le travail de développement. Du point de vue économique, celui-ci doit d'ailleurs être perçu non pas comme une aide, mais comme un investissement. Il inclut le transfert de savoir-faire en matière de gestion et de marketing. C'est dans cet esprit que la Women's World Banking (voir page 28) agit au niveau mondial.



Siti Pictures

DDC vise – comme le lui demande la loi – à promouvoir l'économie privée à tous les niveaux. En l'absence d'une économie de marché à caractère social et durable, le développement, tel que nous le concevons, demeure tout bonnement impossible.

Un seul monde: Les pauvres n'ont pour ainsi dire pas de pouvoir d'achat. Pourquoi l'économie privée s'intéresse-t-elle donc à eux?



O. Knapp: L'intérêt principal de l'économie n'est pas de soutenir les pauvres. Elle est là pour générer des bénéfices. Dans certaines régions, des investissements lui semblent cependant possibles, mais comme ils impliquent des risques relativement élevés, nous en couvrons une partie. Nous soutenons ainsi tant les pays en développement que l'économie privée. En fait, l'économie commence à comprendre qu'il est dans son intérêt d'intégrer les pauvres, voire les plus pauvres, dans les processus économiques, faute de quoi elle en subira des revers à moyen ou à long terme.

R. Michel: La seule quête du profit relève d'une stratégie à court terme. Les milieux économiques partagent de plus en plus cet avis. Dans une économie de marché saine, fonctionnant à l'échelle planétaire, tous les partenaires, quelle que soit leur taille, participent au succès commun. On ne peut pas attendre des entreprises qu'elles fournissent une aide au développement. Les fonds publics sont effi-

caces à cet égard, notamment lorsqu'ils sont engagés pour promouvoir la santé, l'éducation et la formation.

Un seul monde: Ne risque-t-on pas de voir la coopération au développement subventionner des tâches qui incombent à l'économie privée? La formation professionnelle, par exemple?

R. Gautschi: Notre coopération au développement a pour tâche première de lutter contre la pauvreté. Or, l'expérience de ces dernières années l'a montré clairement: il existe un lien entre le développement vers une société civile telle que nous l'imaginons et la possibilité pour l'économie privée de se développer dans le pays concerné. L'un dépend de l'autre. Cependant, l'argent public que nous investissons dans ces processus doit profiter à la grande majorité de la population, notamment dans les domaines de la formation, de la santé, des affaires sociales et des infrastructures. Par exemple, nous ne



Still Pictures

Women's World Banking (WWB)

La WWB est le seul réseau mondial dirigé uniquement par des femmes. Ses membres sont 44 sociétés réparties dans 37 États, surtout dans les pays du Sud peu avancés. Le réseau accorde de petits et micro-crédits à des femmes pauvres qui peuvent ainsi créer leur propre entreprise (dans l'agriculture, l'industrie légère, les services ou le commerce) et subvenir aux besoins de leur famille.

En 1999, la WWB a dépensé 52 millions de dollars pour soutenir 321 000 femmes. La Suisse se classe au troisième rang des pays donateurs de la WWB, derrière les Pays-Bas et la Norvège. La DDC verse 1 million de francs par an au réseau. Elle apporte par ailleurs son appui à trois organisations membres de la WWB au Bangladesh, en Bosnie et au Bénin.

www.swwb.org

pourrions pas investir nos moyens limités dans de grandes entreprises. Ce n'est pas notre rôle.

O. Knapp: L'expérience montre que lorsque le marché se régule lui-même, nous pouvons nous retirer.

R. Gautschi: Personne ne veut investir dans un pays qui n'offre pas certaines conditions minimales relatives aux institutions, à la stabilité, aux infrastructures et à la formation. Notre travail consiste donc à créer ces conditions.

Un seul monde: La DDC possède une grande expérience et un immense savoir-faire en matière de coopération avec les pays en développement. L'économie fait-elle aussi appel à ces connaissances?

R. Michel: Nombre de dirigeants économiques reconnaissent aujourd'hui que nous devons aider les plus pauvres (dont 90 pour cent sont des femmes) à se procurer le minimum vital. Il importe que nous participions tous à ce changement d'attitude. Nous devons débattre de ce problème, envisager des solutions et en rendre compte avec un maximum de réalisme, pour éveiller l'intérêt et la compréhension nécessaires.

O. Knapp: Je pense qu'il y a encore des lacunes et que, de manière générale, nous pouvons profiter davantage de nos connaissances respectives. Le cas de l'Europe du Sud-Est montre cependant que la coopération fonctionne bien mieux que par le passé.

Un seul monde: L'économie privée remplacera-t-elle un jour la coopération publique au développement?

R. Gautschi: Le marché et l'économie privée ne pourront jamais tout réguler. Aussi longtemps que l'État aura un rôle à jouer chez nous, la coopération publique au développement restera, elle aussi, nécessaire. Au cours des décennies à venir, elle sera l'espace dans lequel nous pourrions élaborer avec nos partenaires des visions, des politiques et des programmes. Rien n'empêchera l'économie privée de bénéficier de nos actions et de participer à la réalisation de nos programmes.

O. Knapp: Depuis la chute du Mur de Berlin et la fin de la guerre froide, pays donateurs et pays bénéficiaires abordent plus librement et plus ouvertement des sujets tels que la corruption ou la bonne gestion des affaires publiques. J'espère donc que la DDC, comme le seco, pourront se retirer de certains pays et laisser jouer les règles du marché.

R. Michel: Un organe étatique a une fonction de régulation. Et nous avons absolument besoin qu'il joue ce rôle, car les motivations de l'économie privée comportent toujours une part d'égoïsme. Mais il faut surtout renforcer le système économique mondial en y intégrant les plus faibles. C'est pourquoi nous ne devons pas parler de charité ou d'aide, mais bien d'investissement ou de développement et de coopération. ■

(De l'allemand)

Comme si c'était la première fois

Les festivals de musique africaine foisonnent un peu partout en Europe. Malheureusement, il est très rare que ces manifestations soient mises sur pied par des Africains. À cet égard, le «Festival Integration» de Zurich, dont la quatrième édition s'est déroulée en septembre dernier, constitue une exception. De nationalité congolaise, j'en suis en effet depuis 1996 l'organisateur principal.

Étant Africain, je n'organise pas ces journées à la manière d'un Européen. D'ailleurs, un petit chaos est nécessaire, c'est un élément de la culture africaine! Cela ne signifie pas pour autant que je les organise comme on le ferait en Afrique, où les places sont gratuites et l'infrastructure rudimentaire. Ici, tout doit être conforme aux normes européennes, de la logistique à la technique, en passant par l'éclairage, les salles, etc. Sans oublier la publicité. L'ensemble demande beaucoup d'argent. Cette année, notre budget se montait à 180000 francs.

Ce sont des amis sénégalais, membres de l'Association Africa Freedom, qui m'ont suggéré en 1996 d'organiser un festival cul-

turel. Défi que j'ai relevé, avec la collaboration d'une petite équipe de trois personnes. Très vite, nous avons réalisé que la recherche d'artistes ne nous posait guère de problèmes. Il était autrement plus compliqué d'obtenir de la police les autorisations nécessaires et de trouver des sponsors. Dès le départ, ces deux tâches ont été les plus ardues. Elles le sont toujours.

Aujourd'hui, le comité d'organisation compte douze personnes. Nous avons déjà réalisé avec succès quatre éditions du festival. Néanmoins, cela ne nous a pas acquis la confiance de certains interlocuteurs, qui nous reçoivent toujours comme si c'était la première fois. La quête des autorisations officielles reste un véritable parcours du combattant. Et les sponsors sont réticents. Voyant que l'entreprise est gérée par un Africain, ils craignent qu'elle ne soit pas sérieuse ou irréalisable.

Le fait que je sois Africain facilite en revanche considérablement les contacts avec les artistes. Ce sont des frères. Nous pouvons discuter librement des questions de cachet, de logement ou d'autres aspects liés à leur concert. Ils com-

prennent ma situation et sont prêts, le cas échéant, à faire des concessions.

Il faut souligner que les musiciens viennent de tout l'espace culturel noir. N'oublions pas qu'il y a aussi des Noirs aux Caraïbes, aux Antilles, au Brésil... bref, sur l'ensemble du continent américain. Parler d'un «festival africain», c'est sous-entendre qu'il est dédié exclusivement à l'Afrique. C'est pourquoi je préfère parler d'un «festival de l'intégration», expression qui bannit l'idée de frontières entre les communautés noires. Celles-ci doivent prendre conscience du fait qu'elles partagent une même culture.

«Integration» ne veut pas seulement présenter la culture africaine, à travers ses instruments traditionnels, comme le tam-tam, la cora, etc. Il a l'ambition de ressouder les Noirs vivant en exil et d'appuyer leurs efforts d'intégration au sein des sociétés européennes. Africa Freedom a d'ailleurs tenu à inclure dans le programme un thème social lié à des questions d'actualité. Cette année, nous avons proposé un débat sur l'épidémie de sida en Afrique. ■



Walter Lang

Louis Mombu

est né au Zaïre, qui deviendra la République Démocratique du Congo. À l'âge de huit ans, il est arrivé en Belgique avec sa famille. Il a suivi une formation d'officier à l'École royale militaire de Belgique. En 1977, il est venu vivre à Genève où il a suivi un apprentissage de mécanicien de précision dans la métallurgie. Installé depuis une douzaine d'années à Zurich, il y a d'abord exercé la profession de mécanicien outilleur. Puis il s'est lancé dans la culture, fondant en 1993 l'Association Africa Freedom. Celle-ci a d'abord organisé des concerts, puis le «Festival Integration» dès 1996.



Roland Høberg

Pinocchio met son nez dans les scripts

«Africa & Pinocchio» est le nom d'un programme unique de formation proposé aux scénaristes africains. Huit équipes élaborent une série de téléfilms destinés aux enfants africains. Toni Linder* a assisté à l'un des séminaires organisés au Sénégal.



Toni Linder (*)



Dakar, mai 2000, une salle de réunion de la «Maison des Élus». Le grand romancier africain Ahmadou Kourouma s'efforce de provoquer un parterre de futurs auteurs de scénarios: «Votre respect est mal placé. Vous devez aborder nos mythes de façon ludique. Ils ne sont rien de plus qu'une matière dont se nourrit votre imagination. Osez regarder notre culture d'un œil critique!» Ce séminaire fait partie du programme «Africa & Pinocchio». Connue pour son esprit pénétrant et son humour féroce, Ahmadou Kourouma a été invité par les organisateurs à intervenir devant ces scénaristes, jeunes pour la plupart. Le vieux maître les encourage à prendre des risques créatifs. «Les auteurs africains tendent à vouloir protéger leur culture et, de ce fait, ils ne la remettent pratiquement jamais en question», explique

l'un des participants, le scénariste sénégalais Ababacar Diop. «S'ils se comportent ainsi, c'est que depuis leur plus jeune âge, ils ont vu les Blancs mépriser la culture noire.»

Producteurs dédaignés

Mais le manque de mordant chez les auteurs n'est pas la seule faiblesse du cinéma africain. Celui-ci souffre également d'être encore et toujours dominé par de grandes figures qui assument elles-mêmes toutes les phases de la création: écriture du scénario, production et réalisation du film. Ces personnages traitent les producteurs en parents pauvres, les considérant comme un mal nécessaire. En conséquence, les rares producteurs africains n'ont guère l'occasion d'apprendre à jouer le rôle qui devrait leur revenir, celui de véritable partenaire du

cinéaste, capable de mener avec lui un dialogue à la fois constructif et critique. De plus, jusqu'ici, aucune filière de formation ne prenait vraiment en compte la situation spécifique des scénaristes africains.

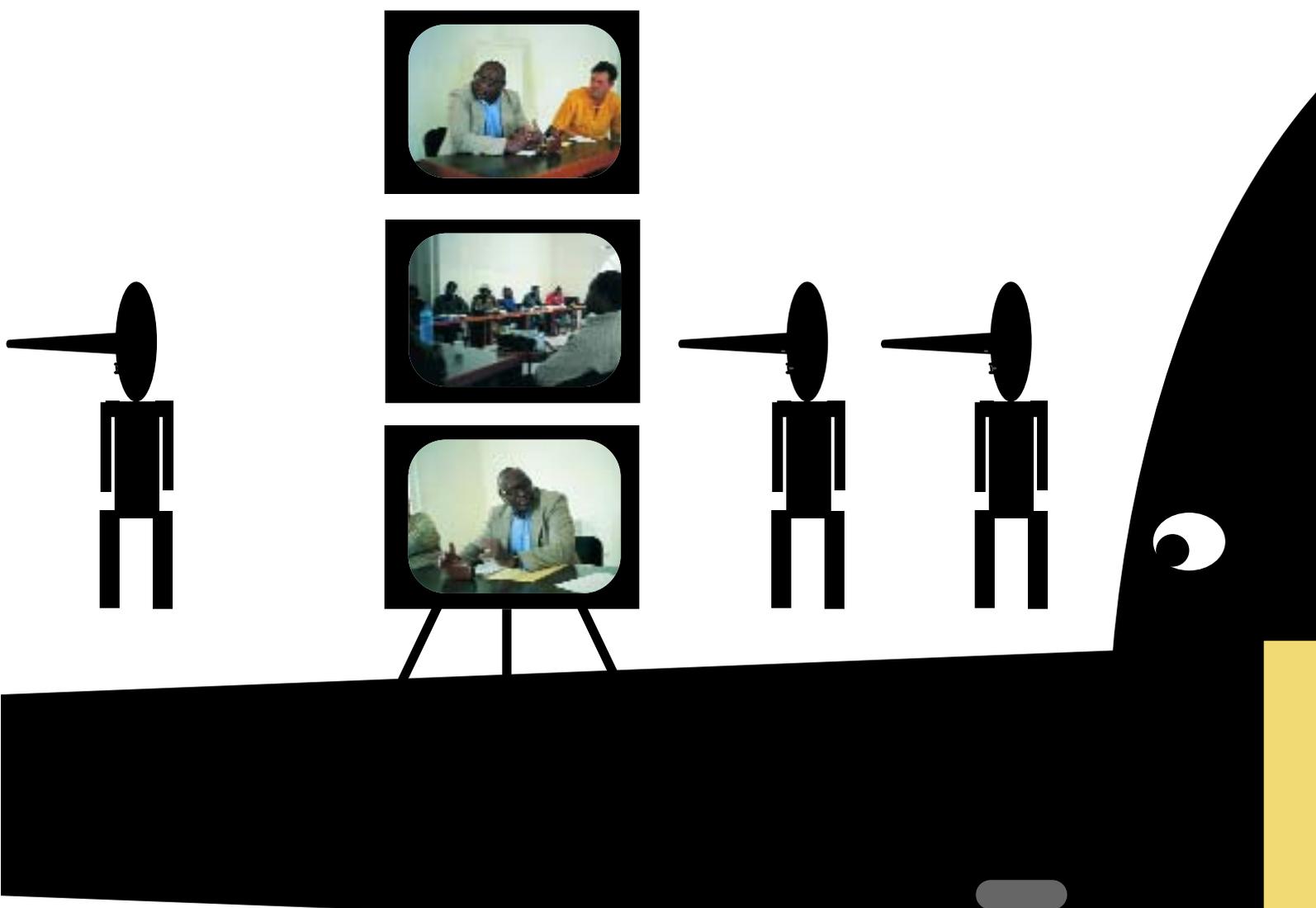
C'est ce type de lacunes que s'efforce de combler le programme de formation «Africa & Pinocchio», lancé en décembre 1999. L'initiative est due à la Fondation suisse de formation continue pour le cinéma et l'audiovisuel (FOCAL). Elle travaille en collaboration avec son équivalent français, ACT Formation, et les Cinéastes sénégalais associés (CINESEAS). L'appui de CINESEAS est essentiel pour le programme, car cet ancrage local lui donne tout son sens. La DDC soutient elle aussi le programme. Ce cours inédit, du moins en



Afrique, propose une formation axée sur la pratique. Huit équipes, comprenant chacune un scénariste et un producteur, élaborent un projet viable de court-métrage télévisé destiné aux enfants africains.

L'Afrique n'est pas le Japon

Pourquoi avoir choisi ce genre en particulier? Explication de Pierre Aghté, de FOCAL, qui a conçu le projet: «Tous les participants préféreraient bien sûr tourner un film pour le cinéma. Si nous avons misé sur des films de 26 minutes en format TV,



c'est que nous aurons plus de chances de trouver un financement et donc de mener les projets jusqu'à la réalisation.»

Les bons films pour enfants sont rares à la télévision africaine; beaucoup montrent en outre un monde qui n'a rien à voir avec celui des enfants du continent. Après tout, les enfants africains ne vivent pas comme les enfants de Tokyo, Los Angeles ou Zurich. Les huit équipes sont conseillées par des professionnels de la télévision originaires du Sud et du Nord. À l'issue du cycle de formation, qui dure une année, tous auront appris quelque chose et ils auront élaboré huit projets de téléfilms pour les chaînes africaines de télévision.

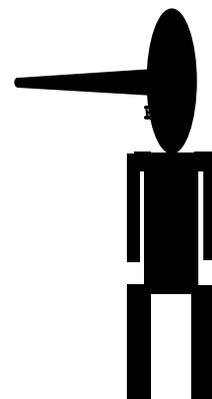
Dès les premiers cours, il est apparu que les participants avaient tous en tête des scénarios trop sages, trop politiquement corrects. Le producteur mozambicain Pedro Pimenta, un des deux mentors du programme de formation, explique ainsi ce phénomène: «Beaucoup d'auteurs africains écrivent en pensant qu'il va falloir montrer le projet à une œuvre d'entraide du Nord pour obtenir le financement nécessaire. Conséquence logique, leurs scénarios tournent toujours autour des thèmes favoris de ces institutions: l'environnement, le sida, la promotion des femmes, etc.



Or si les scripts nés de cette manière sont remplis de bonnes intentions, ils ont peu de chances de captiver le public. Et surtout pas les enfants.»

Sous la supervision du scénariste et metteur en scène suisse Denis Rabaglia (auteur d'*Azurro*), les synopsis sont soigneusement expurgées à Dakar de telles gémissements devant la mentalité des œuvres d'entraide du Nord. Leur structure dramatique est consolidée. Tel aspect, environnemental par exemple, peut s'en trouver écarté. Mais Denis Rabaglia encourage résolument les auteurs à ramasser leurs intrigues, à faire évoluer leurs personnages de façon plus plausible et plus vivante, à aiguiser les conflits.

Toni Linder (3)



Comme à Hollywood

Denis Rabaglia apprend aux auteurs et aux producteurs la manière classique de construire un scénario, telle qu'on l'enseigne dans les écoles de cinéma de Hollywood. En Suisse, les réactions ne se sont pas faites attendre. Certains ont dénoncé le «fascisme du marché». On a dit que les auteurs africains y perdraient leur identité, voire leur âme. Tout ce qui donne leur saveur aux histoires typiquement africaines allait être perdu.

Ces réflexions font sourire les participants au séminaire. «Il semble que cette question préoccupe davantage les Européens que nous autres, Africains», explique le scénariste nigérien Alfred Dogbe. «Notre spécificité africaine ne souffre certainement pas du fait que nous

apprenons la méthode hollywoodienne pendant ce cours. Nous avons assez d'imagination pour nous en éloigner quand c'est nécessaire.» Alfred Dogbe est trop poli pour exprimer directement comment les Africains ressentent de tels scrupules: ils y voient un mépris paternaliste de leur créativité. Le séminaire de Dakar, en mai, était le deuxième du cycle. En août, participants et formateurs se sont réunis à Ségou, au Mali. Les projets de la série, qui porte pour l'instant le titre de *Contes à rebours*, devaient être peaufinés au cours du dernier séminaire, en novembre à Toulouse. Ensuite, tout dépendra de la qualité des huit dossiers. C'est grâce à elle qu'on trouvera peut-être l'argent nécessaire à la production des films. Et à la mise sur pied d'une deuxième

édition de ce programme de formation. Sur ce point, organisateurs et participants se montrent très optimistes. ■

**Toni Linder est collaborateur de la Section médias et communication de la DDC*

(De l'allemand)

Éducation et développement sur le Web

(bf) Êtes-vous à la recherche de publications ou de manifestations sur les rapports Nord-Sud, la multiculturalité, le racisme, les droits de l'homme, la paix ou le développement durable? La Fondation Éducation et Développement, qui se préoccupe de ces thèmes depuis 1997, vient de faire son entrée sur Internet. Vous trouverez son site à l'adresse www.globaleducation.ch. Celui-ci contient un agenda régulièrement actualisé, une liste des publications récentes sur l'éducation dans une perspective globale, un aperçu des cours que la fondation, sise à Berne, organise dans ses trois antennes régionales de Zurich, Lausanne et Lugano, ainsi que bien d'autres informations utiles.

Fondation Éducation et Développement : www.globaleducation.ch

Préserver la biodiversité

(bf) D'innombrables espèces animales et végétales disparaissent chaque jour. La plupart d'entre elles n'ont pas eu le temps d'être découvertes et observées scientifiquement. Cette extinction est très marquée dans les pays en développement, où la biodiversité est plus grande que dans les pays industrialisés. Si nous voulons préserver des écosystèmes naturels sur la planète, il faut accorder une priorité absolue à la protection de l'environnement dans les pays en développement. Un ouvrage fait le point sur les problèmes actuels dans ce domaine et propose de nouvelles solutions pour les résoudre. *Naturschutz in Entwicklungsländern* a été réalisé par 37 spécialistes de la protection de l'environnement et de la coopération au développement. «*Naturschutz in Entwicklungsländern*» (publié en allemand seule-

ment), Max Kasperek Verlag, Heidelberg, 2000

Bêtes sauvages au hit-parade

(bf) Ahmadou Kourouma, né en Côte d'Ivoire, s'est fait connaître dans le monde entier par la publication de son roman *Les soleils des indépendances*, achevé en 1964 et publié en 1970. Il a ensuite écrit une pièce de théâtre qui lui a valu vingt années d'exil. Aujourd'hui, Ahmadou Kourouma vit et écrit à nouveau dans son pays. Il a d'ailleurs connu un autre succès littéraire, avec son dernier ouvrage *En attendant le vote des bêtes sauvages*, qui a reçu le prix Inter 1999. Durant plusieurs mois, ce livre a été classé au palmarès des meilleures ventes. Il est devenu «le» roman politique de l'Afrique. Dans son style captivant et incisif, l'auteur y livre des récits surprenants de chasseurs et de dictateurs sanguinaires, dans lesquels il décrit avec un humour caustique la vie et les aventures amoureuses de ses anti-héros.

Imperceptiblement, les louanges du poète de la cour se muent en une critique acerbe de toute forme d'abus de pouvoir.

Ahmadou Kourouma : «*En attendant le vote des bêtes sauvages*», Éditions du Seuil, 1998, Paris

Un choc toujours actuel



(bf) Même s'il n'a guère publié, le Soudanais Tayeb Salih, établi à Londres depuis de longues années, compte parmi les grands auteurs arabes. Ses qualités d'écrivain ont été reconnues dès



la publication de son premier roman, *Saison de la migration vers le Nord*, un livre-culte pour les intellectuels arabes et un classique de la littérature arabe. Neuf de ses nouvelles, écrites il y a plus de quarante ans, viennent d'être publiées en allemand. Elles n'ont rien perdu de leur actualité, malgré la mondialisation. Elles parlent toutes du même thème, cher à Tayeb Salih : le choc entre l'Orient et l'Occident, entre la tradition et la modernité. Dans un style poétique et imagé, l'auteur y décrit la culture islamique. Il raconte la vie de ces villageois qui, nourris de mythes et de légendes, sont de plus en plus souvent confrontés au progrès et au développement.

Tayeb Salih : «*Saison de la migration vers le Nord*» (1972),

«*Bandarchah*» (1985), «*Les Noces de Zeyn et autres récits*» (1996), Actes Sud

Sculpture sur bois au Cameroun

(bf) À la frontière entre la savane d'Afrique occidentale et la jungle du centre du continent, dans les prairies de l'ouest du Cameroun, la sculpture sur bois est un art qui relève d'une tradition séculaire. L'auteur suisse Hans Knöpfli a vécu pendant des décennies dans cette région pour étudier l'artisanat local. Il publie aujourd'hui un deuxième volume consacré à la sculpture sur bois et à ses symboles. *Sculpture and Symbolism – Woodcarvers and Blacksmiths* s'adresse aussi bien

aux artisans qu'au grand public désireux de connaître la culture et l'artisanat africains. On y trouve des descriptions détaillées des diverses sculptures et techniques, illustrées par des photos, ainsi que des portraits saisissants de forgerons ou de charbonniers. «*Sculpture and Symbolism – Woodcarvers and Blacksmiths*» (paru en anglais) peut être obtenu à la «Kalebasse», art et artisanat d'outre-mer, Missionsstrasse 21, 4003 Bâle

Rencontres sur la voie lactée

(bf) Des sommets enneigés perdus dans la brume, de vertes prairies, des vaches bien grasses et des tintements de sonnailles. Accroupi au sommet d'une crête, un homme essaie de faire venir une vache à lui. La scène serait kitsch si le vacher n'était un paysan peul du Burkina Faso, avec son turban noué autour de la tête pour se protéger du froid. Elle est tirée du film *VPP – Rencontres sur la voie lactée* (vaches positives planétaires, pour VPP) du réalisateur suisse Jürg Neuschwander. Elle en résume poétiquement le thème: des hommes constatent que rien n'est jamais totalement inconnu et que les situations familières comportent aussi des inconnues. Trois éleveurs et producteurs de lait du Mali et du Burkina viennent rendre visite à trois confrères de l'Oberland et du Seeland bernois. Ils découvrent les similitudes et les différences dans les manières de travailler en Suisse et en Afrique. Lors de sa sortie au dernier Festival du film de Locarno, cette œuvre, cofinancée par la DDC, a été saluée



par une longue ovation. «*VPP – Rencontres sur la voie lactée*» est projeté depuis la mi-novembre dans les cinémas suisses

Demain, je serai peut-être déjà mort

(dg) Chaque jour, des gens sont assassinés en Colombie. Parmi eux, beaucoup d'adolescents,



victimes d'une lutte sans merci pour la drogue, l'argent et le pouvoir. C'est contre cette violence que des jeunes, comme Ever de Bogotà et Dora de Medellín, ont choisi de se battre. Ils veulent vivre dans la paix et dans la sécurité. Leur arme n'est pas la violence physique, mais la musique *rap*. Ils expriment leur révolte dans des opéras qu'ils jouent dans les quartiers pauvres. Le film *Vielleicht bin ich morgen schon tot* montre la peur, la misère, mais aussi la volonté de vivre d'Ever et de Dora. Rita Erben, Allemagne 1996. Vidéo VHS, 30 min., en allemand, documentaire. Prêt / vente: «*Films pour un seul monde*», tél. 031398 20 88, mail@filmeeinewelt.ch, www.filmeeinewelt.ch

Une «compil» pas banale

(er) La mode est aux compilations, qui juxtaposent avec plus ou moins de bonheur les titres les plus connus de divers interprètes sous prétexte qu'ils suivent le même courant musical. La compilation produite par la DDC, *Urban Africa Now*, relève d'un autre esprit. Elle reflète l'effervescence musicale des villes africaines, où déferlent le *mbalax*,



le *wassoulou*, l'*afro-beat*, le *bikoutsi*, le *soukous*, le *jive* et le *reggae*. Ces villes où le *zoblazo*, le *marrabenta* et le *hip-hop* animent les danseurs, où la vague *drum'n'bass* balaie tout et où le *kwaitò*, un style disco, fournit le *groove*. Le disque présente des stars africaines encore inconnues en Suisse, comme Brenda Fassie, Régis Gizavo ou Mabulu, mais aussi de grosses pointures internationales comme Youssou N'Dour ou Cheikh Lô. Même les connaisseurs seront surpris, car la moitié des morceaux ne sont pas encore disponibles en Europe et certains sont des premiers enregistrements sur CD. Pour le non-spécialiste, c'est une manière idéale d'aborder la musique africaine actuelle, car tout est expliqué dans un superbe livret facile et agréable à consulter. Un cadeau de Noël idéal.

«*Urban Africa Now*», Trace/COD Music

Allons faire la fête!

(er) Les CD aux pochettes multicolores de Putumayo World Music forment une collection intéressante de compilations aussi éclectiques qu'harmonieuses. Ce label américain met l'accent sur la musique d'Amérique latine et d'Afrique, ainsi que sur la tradition celte. C'est dans cette col-



lection qu'a été produit le disque *Festa Brasil*. La pochette annonce une fête ininterrompue avec des têtes d'affiches aussi connues que Chico César ou la légendaire diva Gal Costa. Mais on y découvre aussi la voix cristalline de Rita Ribeiro et les riffs du virtuose Pepeu Gomes. Parmi ses douze titres, l'album illustre également le *reggae* brésilien très entraînant de la région de Bahia et le *forró* du Nordeste où l'accordéon, la flûte, la guitare et le piétinement des danseurs marquent le rythme. À entendre ce mélange trépidant de chansons afro-brésiliennes, il n'y a qu'une chose à faire: *Vamos pra esta festa!* «*Festa Brasil*», Putumayo World Music / Disques Office

Le monde en un album

(er) Une flûte et une cithare incarnent le *hip-hop*. Des sonorités *dance* se marient à des rythmes latino-américains. Des assauts de *raï* et de *rap* se succèdent. Les styles vont de la *house* à la *salsa*, en passant par le *jungle*, le *dub* et le *reggae*. Parmi les interprètes, on trouve Indian Ropeman, Sly and Robbie, Cheb Mami, Manu Chao, P 18, Sergent Garcia et Baaba Maal. L'album *Phat Global #1* présente une sélection très internationale de titres déjà produits, un éventail de styles et d'artistes très différents. Dans ce mélange un peu enivrant, les producteurs ont opté pour une association fascinante qui nous entraîne sur la scène engagée de la *world music*. «*Phat Global #1*», Palm Pictures / COD Music

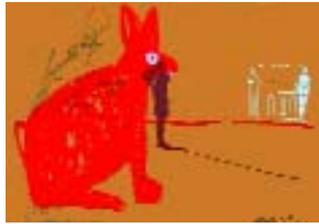
Annuaire

La Compagnie Créole

Le *zouk* est la musique des îles de la Guadeloupe et de la Martinique, dans les Caraïbes, ainsi que de la Guyane française. Le créole est la langue et la culture des peuples qui vivent dans ces départements français d'outre-mer. Et la «Compagnie Créole» est l'un de leurs plus prestigieux ambassadeurs. Connue aussi bien en Nouvelle-Calédonie que dans l'océan Indien, cette formation a encore accru sa notoriété depuis qu'elle a accueilli en son sein de jeunes musiciens de *zouk*, originaires d'Afrique et des Caraïbes. Yverdon-les-Bains, Théâtre Benno Besson, rue du Casino, 14 décembre

Cinq artistes de Camagüey

Il existe au total onze écoles d'art à Cuba. Celle de Camagüey a longtemps eu la réputation d'être hermétique et fortement influencée par les académies soviétiques. Cinq peintres, sculpteurs et photographes de la province de Camagüey – Agustín Bejarano, Aziyadé Ruiz, Carlos Montes de Oca, Hugo Rubio et Ramón Casas – présentent leurs œuvres pour la première fois en



Suisse. L'exposition «Artistas de Camagüey» montre une facette encore inconnue de la très riche création artistique cubaine. Zurich, Galerie Havana, Dienerstrasse 50, jusqu'au 13 janvier 2001

La doyenne du raï

En Algérie, «Remettez!» veut dire «Versez encore un verre!». C'est cette expression qui a inspiré à Sadia Bédief son nom de scène, Cheikha Rimitti. Née en Algérie en 1923, cette grande dame chante du raï depuis plus d'un demi-siècle. Ayant débuté pendant la deuxième guerre mondiale en improvisant sur les thèmes d'actualité, elle revient actuellement aux racines du raï: des chansons simples sur l'alcool, l'amour, la passion et le sexe,

chantées autrefois dans les boîtes de nuit par des femmes de petite vertu, avec un sobre accompagnement de percussions et de flûte. Avec *Blues d'Oran*, Cheikha Rimitti confirme qu'elle compte parmi les grandes figures de la musique du Maghreb. Zurich, Kaufleuten, 17 janvier 2001

Maître du chant arabe

À l'invitation des Ateliers d'ethnomusicologie de Genève, Mohammed Aman, grand virtuose du chant arabe, donnera un concert unique en Suisse. Depuis trente ans, il est reconnu comme un maître du genre, aussi bien dans sa patrie saoudienne – il est originaire de La Mecque – que dans les autres pays arabes où il se produit. Mohammed Aman est l'un des rares artistes à maîtriser les multiples courants du chant arabe: du *maqâm majassan*, la poésie des chants religieux classiques, au *danat*, chanson urbaine lyrique, en passant par le *muwashshah*, le chant arabe traditionnel. Genève, salle Frank Martin du Collège Calvin, rue de la Vallée, 26 janvier 2001

Agriculture internationale

La Haute école suisse d'agronomie, à Zollikofen (BE), offre de nombreux cours de formation postgrade en agriculture internationale. Le programme comporte un choix intéressant dans les domaines suivants: agriculture et développement dans le monde; instruments et méthodes, analyses de systèmes; production végétale tropicale; économie, marchés et politique agricoles. Les cours sont donnés soit en anglais, soit en français. Pour des informations détaillées concernant les possibilités de formation postgrade: Haute école suisse d'agronomie, Länggasse 85, 3052 Zollikofen, tél. 031 910 21 11, e-mail: alex.eigenmann@shl.bfh.ch, Internet: www.shl.bfh.ch

La Suisse et le monde, magazine du Département fédéral des affaires étrangères, présente des thèmes actuels de la politique étrangère suisse. Il est publié quatre à cinq fois par an en français, allemand et italien.

Le prochain numéro paraîtra au début du mois de janvier et sera consacré au dialogue des civilisations. Dans le dossier de sa livraison précédente, diffusée en octobre, *La Suisse et le monde* a examiné les conditions

préalables et les conséquences de la globalisation ainsi que ses implications politiques.

On peut s'abonner gratuitement auprès de: «La Suisse et le monde» c/o Schaer Thun AG Industriestr. 12 3661 Uetendorf

Impressum :

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable) Catherine Vuffray (vuc) Sarah Grosjean (gjs) Andreas Stuber (sbs) Reinhard Voegelé (vor) Joachim Ahrens (ahj) Gabriella Spirli (sgb) Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf – production) Gabriella Neuhaus (gn) Maria Roselli (m) Jane-Lise Schneeberger (jls)

Graphisme :

Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie : City Comp SA, Morges

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@sdc.admin.ch 26139 Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 42 000

Couverture : Hiem Lam Duc / Vu

Internet : www.ddc.admin.ch

«Un seul monde»

Coupon de commande et de changement d'adresse

• Je voudrais m'abonner à «Un seul monde». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien. Il est gratuit.
Je voudrais recevoir..... ex. en français,..... ex. en allemand,..... ex. en italien.

• Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro 4/2000 de «Un seul monde»: exemplaire(s) en français,..... exemplaire(s) en allemand,..... exemplaire(s) en italien.

• J'ai changé d'adresse

Nom et prénom :

Éventuellement institution, organisation :

Adresse (en majuscules) :

N° postal, localité :

En cas de **changement d'adresse**, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à: **DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.**

Dans le prochain numéro :

Désendettement – l'engagement de la Suisse, les voix critiques et les approches progressistes



Keystone



DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COOPERATION
DDC